

- 773 / 1 - 88 / 89

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1988-1989

27 AVRIL 1989

PROPOSITION DE LOI

**modifiant le Code judiciaire en
matière d'introduction, d'instruction
et jugement des demandes et
d'introduction des causes
en degré d'appel**

(Déposée par M. Antoine)

DEVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Dans l'exposé des motifs du projet de loi n° 365 (1982-1983) visant à modifier le Code judiciaire en matière d'instruction des demandes et d'introduction des causes en degré d'appel, le Ministre de la Justice de l'époque, J. Gol, écrivait : « Le problème de l'arriéré judiciaire n'est pas neuf. Aujourd'hui, cependant, il paraît avoir atteint une acuité telle, de l'avis de l'ensemble des praticiens et des justiciables, qu'il est urgent et indispensable d'y apporter remède.

Certes, « l'épreuve judiciaire n'est pas une épreuve de vitesse; l'accélération n'est pas un objectif en soi, mais un moyen » (C. Cambier, *Le Code Van Reepinghen et l'accélération de l'administration de la justice*, J. T., 1968, p. 362).

Mais, si le temps exigé pour le jugement de la cause la plus simple devient exagérément long, la décision intervenue risque de ne plus présenter aucun intérêt pour le justiciable qui, lassé d'attendre, pourrait en arriver à s'accomoder de la situation existante et préférer recourir à des palliatifs.

- 773 / 1 - 88 / 89

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1988-1989

27 APRIL 1989

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van het Gerechtelijk
Wetboek met betrekking tot de inlei-
ding, de behandeling en de berechting
van vorderingen en de inleiding
van zaken in hoger beroep**

(Ingediend door de heer Antoine)

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

In de memorie van toelichting bij het ontwerp van wet n° 365 (Senaat 1982-1983) tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot de behandeling van vorderingen en de inleiding van zaken in hoger beroep, schreef de toenmalige Minister van Justitie J. Gol : « Deze achterstand is geen nieuw vraagstuk. Thans is de kwestie zo acuut geworden dat naar het algemene oordeel van de rechtspractici en de rechtzoekenden het dringend noodzakelijk is die toestand te verhelpen.

Terecht schrijft C. Cambier : « L'épreuve judiciaire n'est pas une épreuve de vitesse; l'accélération n'est pas un objectif en soi, mais un moyen ». (« *Le Code Van Reepinghen et l'accélération de l'administration de la Justice* », J. T., 1968, blz. 362).

Als de tijd die nodig is voor een vonnis in de meest eenvoudige zaak overdreven lang wordt, dan bestaat de kans dat de te nemen beslissing voor de rechtzoekende geen enkel nut meer oplevert, zodat hij die gang van zaken beu wordt, zich gaat schikken in de bestaande toestand en verkiest zijn toevlucht te nemen tot palliatieven.

Le Procureur général de la Cour de cassation dans sa mercuriale prononcée le 1^{er} septembre 1980 affirmait « que ce lourd arriéré judiciaire peut conduire à une situation confinant à un déni de justice ».

Un autre ministre de la Justice, au cours d'un discours prononcé en 1977 à l'occasion du Congrès de l'Union des avocats belges à Mons, disait : « le manque d'efficacité de la justice porte atteinte à l'existence même de l'état de droit ». « A quoi bon recourir à la justice lorsqu'elle ne pourra statuer sur une revendication qu'après plusieurs mois, voire des années ? »

Le professeur de Leval écrivait dans le rapport national belge du 1^{er} congrès international de droit judiciaire privé (1977) : « De nombreuses voix autorisées se sont récemment fait entendre pour souligner l'indignation des justiciables devant les lenteurs de la justice et l'impérieuse nécessité de remédier à une situation qui a pris des allures tragiques (tel est spécialement le sort des économiquement faibles qui n'ont pas les moyens d'investir du temps et de l'argent dans un procès) ».

Si nous épinglons ces citations, c'est pour faire apparaître que ce problème de l'arriéré judiciaire, de la lenteur de la justice, est loin d'être un fait nouveau et était déjà tenu à cette époque pour aigu et tragique. Qu'en est-il dix ans plus tard alors que l'effectif des greffes et de la magistrature a été quelque peu augmenté, même s'il le fut de manière insuffisante ?

Dans sa mercuriale prononcée en septembre 1987, Monsieur le Procureur Général Krings rappelle encore et toujours l'existence de cet arriéré. Dans une lettre ouverte à l'actuel Ministre de la Justice, Monsieur A. Wolters, bâtonnier de l'ordre français des avocats de Bruxelles écrivait « Le mal essentiel me paraît être l'arriéré judiciaire franchement intolérable dans certains tribunaux et dans toutes les cours d'appel. Le mal n'est pas récent, mais il a pris des proportions inacceptables. Attendre quatre ou cinq ans pour plaider devant une cour, alors qu'on est prêt et que les conclusions ont été échangées, c'est une chose que les justiciables ne peuvent ni comprendre, ni admettre et ils ont raison ».

Que conclure ?

Reconnaître des droits au citoyens et ne pas lui donner la faculté de les défendre valablement revient à nier ces droits. La justice est ainsi remise en cause avec les dangers inhérents à celle-ci. Les palliatifs, entre autres la naissance de l'arbitrage en dehors de l'institution du palais de justice, conduisent à l'accommodement ou à la révolte à l'égard de ce déni et à la tentation de se faire justice. Cette situation n'est pas seulement préjudiciable à l'économiquement faible, elle l'est tout autant à l'égard de tout justiciable qui veut faire reconnaître ses droits tant devant les juridictions civiles que devant les juridictions commerciales et celles du travail.

Op 1 september 1980 heeft procureur-generaal Dumon in zijn openingsrede verklaard dat « de belangrijke achterstand bij het gerecht kan leiden tot een toestand die dicht aan rechtsweigeren grenst. »

In een toespraak naar aanleiding van het Congres van de Unie van Belgische Advocaten stelde een andere Minister van Justitie in 1977 te Bergen : « Het gebrek aan efficiëntie van het gerecht brengt het bestaan zelf van de rechtsstaat in gevaar ». « Wat heeft het voor zin een beroep te doen op het gerecht indien dat pas na enkele maanden, om niet te zeggen jaren, over een eis uitspraak kan doen ? »

In het namens ons land op het eerste internationaal Congres voor gerechtelijk privaatrecht (1977) uitgebrachte verslag schreef professor de Leval : « De nombreuses voix autorisées se sont récemment fait entendre pour souligner l'indignation des justiciables devant les lenteurs de la justice et l'impérieuse nécessité de remédier à une situation qui a pris des allures tragiques (tel est spécialement le sort des économiquement faibles qui n'ont pas les moyens d'investir du temps et de l'argent dans un procès). »

Met die reeks citaten willen wij duidelijk doen uitkomen dat het vraagstuk van de achterstand bij het gerecht, van de traagheid van het gerecht, verre van nieuw is en toen reeds als ernstig en tragisch werd bestempeld. Hoe staat de zaak tien jaar later, nu de personeelsformatie van griffies en magistratuur enigszins, hoewel in onvoldoende mate, is opgevoerd ?

In zijn openingsrede van september 1987 wees procureur-generaal Krings nog steeds op het bestaan van die achterstand. In een open brief aan de huidige Minister van Justitie schreef stafhouder A. Wolters van de Franse Orde van advocaten te Brussel : « Le mal essentiel me paraît être l'arriéré judiciaire franchement intolérable dans certains tribunaux et dans toutes les cours d'appel. Le mal n'est pas récent, mais il a pris des proportions inacceptables. Attendre quatre ou cinq ans pour plaider devant une cour, alors qu'on est prêt et que les conclusions ont été échangées, c'est une chose que les justiciables ne peuvent ni comprendre, ni admettre et ils ont raison. »

Wat moeten wij daaruit besluiten ?

De burger rechten toekennen en hem niet de mogelijkheid bieden ze behoorlijk te verdedigen staat gelijk met een negatie van die rechten. Het gerecht wordt aldus op de helling gezet, met alle gevaren die daaraan verbonden zijn. Noodoplossingen, onder meer het ontstaan van arbitrage buiten de rechtbanken om, leiden tot berusting of tot opstandigheid tegenover die rechtsweigeren en tot eigenrichting. Dat is niet alleen nadelig voor de minderbedeelden, maar evenzeer voor alle rechtzoekenden die hun rechten voor de burgerlijke gerechten zowel als voor de rechtbanken van koophandel en de arbeidsgerechten erkend willen zien.

Quelles sont les causes de cet arriéré judiciaire ?

Avant de rechercher les origines de l'arriéré judiciaire, il nous paraît nécessaire de préciser la terminologie.

Il faut comprendre par :

— « arriéré », l'impossibilité d'obtenir dans un délai raisonnable un jugement dans les affaires qui sont en état;

— « retard injustifié dans la mise en état des affaires », l'impossibilité de contraindre un plaideur négligent ou de mauvaise foi à conclure dans un délai raisonnable;

— « retard dans le prononcé du jugement » le laps de temps anormalement long pour obtenir le jugement après la mise en délibéré de l'affaire.

Selon nous, deux types de causes sont à mettre en évidence.

Le premier est extérieur au monde judiciaire.

a) la surréglementation ou excès de textes réglementaires dont M. Krings écrit dans sa mercuriale qu'elle est une caractéristique et une véritable plaie de notre société moderne.

b) la complexité des lois tant dans leur lecture parce que précisant jusque dans le détail les modalités d'application (surréglementation), que par l'absence de coordination des textes :

— d'une part, lorsque ceux-ci sont modifiés soit par un texte spécifique, soit par des lois budgétaires, véritables fourre-touts.

— d'autre part, lorsque la nouvelle loi ne met pas en concordance les dispositions d'autres lois qui sont liées directement ou indirectement à son contenu.

La surréglementation ne permet plus aux non-spécialistes d'appréhender notre droit : elle pose le problème de la spécialisation avec ses avantages et dangers ou celui de la simplification de la réglementation.

— La complexité des lois découle pour partie de la surréglementation et pour partie de l'absence de coordination de celles-ci. Cette complexité entraîne le refus de l'urgence et elle exige à côté de spécialistes la présence d'omnipraticiens capables de découvrir les répercussions d'un texte à l'autre, les références d'un texte à l'autre.

Le second type de cause est lui interne au fonctionnement de la justice. Pour éviter une subdivision qui pourrait être trop complexe et par conséquent peu claire, nous diviserons ce deuxième type en trois grandes catégories de causes.

a) L'impossibilité de contraindre un plaideur négligent ou de mauvaise foi à conclure dans un délai raisonnable.

Wat zijn de oorzaken van de achterstand bij het gerecht ?

Alvorens de oorzaken van de achterstand bij het gerecht na te gaan, lijkt het ons van belang de gebruikte termen duidelijk te omschrijven.

Er moet worden verstaan onder :

— « achterstand », het feit dat het onmogelijk blijkt binnen een redelijke termijn tot een vonnis te komen in zaken die in staat van wijzen zijn;

— « onverantwoorde vertraging om de zaken in staat van wijzen te brengen », het feit dat het onmogelijk is een nalatige pleiter of een pleiter te kwader trouw te dwingen binnen een redelijke termijn te concluderen;

— « vertraging bij de uitspraak van het vonnis », de abnormaal lange tijd om vonnis te krijgen nadat een zaak in beraad is genomen.

Ons inziens zijn voornamelijk twee soorten oorzaken daarvoor verantwoordelijk.

De eerste soort heeft niets met het gerecht te zien.

a) de overmatige regelgeving of de overdaad aan regels waarvan de heer Krings in zijn openingsrede schrijft dat het een kenmerk en een echte plaag van de moderne samenleving is;

b) de complexiteit van de wetten, zowel wat de leetuur ervan betreft omdat de toepassingswijze er tot in de bijzonderheden staat in beschreven (overmatige regelgeving), als wegens het ontbreken van tekstcoördinatie :

— enerzijds, wanneer die bepalingen gewijzigd worden door een specifieke tekst of door begrotingswetten, die als echte vergaarbakken fungeren;

— anderzijds, wanneer de nieuwe wet de bepalingen niet in overeenstemming brengt met andere wetten die rechtstreeks of onrechtstreeks met de inhoud ervan verband houden.

Ingevolge de overmatige regelgeving is het voor niet-specialisten niet langer mogelijk ons recht te vatten : hierdoor rijst het probleem van de specialisering, met alle voordelen en gevaren die daaraan zijn verbonden, of dat van de vereenvoudiging van de regelgeving.

— De complexiteit van de wetten volgt ten dele uit de overmatige regelgeving en ten dele uit het uitblijven van de coördinatie ervan. Die complexiteit heeft tot gevolg dat de urgentie van de behandeling van een zaak wordt genegeerd en dat, naast de specialisten, ook all-round rechtsgeleerden voorhanden moeten zijn die oog hebben voor de weerslag van een tekst op een andere tekst en voor de verwijzing van een tekst naar een andere tekst.

De tweede soort oorzaken houdt verband met de werking van het gerecht. Om een onderverdeling te voorkomen die te ingewikkeld en bijgevolg weinig duidelijk zou zijn, zullen wij dat soort van oorzaken in drie grote categorieën onderbrengen.

a) Het is onmogelijk een pleiter die nalatig of te kwader trouw is, te verplichten conclusie te nemen binnen een redelijke termijn.

b) L'impossibilité d'obtenir dans un délai raisonnable un jugement dans les affaires qui sont en état.

c) Le laps de temps anormalement long pour obtenir le jugement après la mise en délibéré de la cause.

Cette subdivision correspond aux trois grands stades de la procédure, la mise en état, la fixation, la prononciation du jugement.

Il faut rappeler au préalable qu'actuellement les parties sont maîtres du litige, elles peuvent accélérer ou retarder le déroulement du procès et même le laisser dormir. Il est difficile, sinon impossible, de déterminer si cette attitude est voulue et tacitement acceptée par les deux parties ou si elle résulte de la négligence ou d'une mauvaise volonté délibérée d'une des parties.

Le premier avocat général Stévigny (voir L'accélération de la procédure — de Leval — Annales de la faculté de droit de Liège 1978, n° 1) estimait : « Bien que la procédure civile ait été déjà simplifiée par le Code judiciaire, il subsiste trop d'abus qui rendent un jugement normal impossible dans le temps, du fait que le législateur s'est encore basé sur le principe dépassé et illogique que les parties et donc leurs avocats sont seuls maîtres du procès et de la manière dont il doit être conduit ». Il préconisait d'accorder au juge belge non pas les pouvoirs reconnus au juge français de la mise en état pour régler les incidents et ordonner des mesures d'instruction mais les pouvoirs nécessaires pour assurer un déroulement normal de la procédure.

En pratique quelles sont les carences constatées ?

1. Lors de l'audience d'introduction :

les avocats ne sont pas toujours présents à cette audience de telle sorte que des causes qui n'appellent que des débats succincts sont remises pour être plaidées alors qu'elles auraient pu faire l'objet d'un débat immédiat avec soit un jugement soit le renvoi de l'affaire pour permettre aux parties de compléter leur dossier en connaissance de cause.

2. L'instruction de l'affaire :

elle dépend des parties. Celles-ci doivent se communiquer les pièces c'est-à-dire constituer leur dossier. Pour le demandeur, le délai de communication est de huit jours à dater de l'introduction de la cause (art. 736) mais il n'est pas prescrit à peine de déchéance de telle sorte qu'il n'est que rarement respecté. Pour le défendeur, la communication des pièces se fait avec la communication des conclusions et le défendeur a un mois pour conclure à partir de la communication des pièces.

Une fois de plus, ce délai n'est ni respecté ni sanctionné. Bien souvent, le défendeur ne conclut pas et n'envoie pas son dossier de telle sorte que le demandeur est obligé de recourir à l'article 751 (jugement

b) Het is onmogelijk binnen een redelijke termijn een vonnis te krijgen in zaken die in staat van wijzen zijn.

c) Het duurt abnormaal lang om een vonnis te krijgen nadat de zaak in beraad is genomen.

Die onderverdeling stemt overeen met de drie hoofdstadia van de procedure : het in staat van wijzen brengen, de dagbepaling, de uitspraak van het vonnis.

Vooraf zij erop gewezen dat de partijen thans het geding beheersen. Zij kunnen het verloop van het proces bespoedigen of vertragen en ze kunnen het zelfs laten rusten. Het is moeilijk, om niet te zeggen onmogelijk, uit te maken of die houding gewild is en door beide partijen stilzwijgend aanvaard wordt, dan wel of zij het gevolg is van onachtzaamheid of van opzettelijke kwade trouw van een van de partijen.

Eerste advocaat-generaal Stévigny (cf. de Leval, « Accélération de la procédure », in « Annales de la faculté de droit de Liège », 1978, n° 1) was de volgende mening toegedaan : « Bien que la procédure civile ait été déjà simplifiée par le Code judiciaire, il subsiste trop d'abus qui rendent un jugement normal impossible dans le temps, du fait que le législateur s'est encore basé sur le principe dépassé et illogique que les parties et donc leurs avocats sont seuls maîtres du procès et de la manière dont il doit être conduit ». Hij stelde voor aan de Belgische rechter niet de bevoegdheden te verlenen die in Frankrijk zijn toegekend aan de rechter die belast is met het in staat van wijzen brengen, om over tussengeschillen te beslissen en onderzoeksmaatregelen te bevelen, maar wel de nodige bevoegdheden om het normale verloop van de procedure te waarborgen.

Wat zijn in de praktijk de vastgestelde tekortkomingen ?

1. Bij de inleidende zitting :

de advocaten zijn niet altijd op die zitting aanwezig zodat zaken die slechts korte debatten vergen, verdaagd worden om gepleit te worden, hoewel het mogelijk zou zijn geweest de zaak onmiddellijk te behandelen en te besluiten, hetzij met een vonnis, hetzij met een verwijzing van de zaak om de partijen in staat te stellen hun dossier met kennis van zaken aan te vullen.

2. De behandeling van de zaak :

Deze hangt van de partijen af. De partijen leggen aan elkaar hun stukken over, d.w.z. zij leggen hun dossier aan. De eiser doet die overlegging binnen acht dagen na de inleiding van de zaak (artikel 736), maar aangezien die termijn niet opgelegd is op straffe van verval, wordt hij slechts zelden nageleefd. De verweerder legt de stukken tegelijk met zijn conclusies over en als die stukken meegedeeld zijn, dient hij binnen een maand conclusies te nemen.

Die termijn wordt evenmin nageleefd of gesanctionneerd. Het gebeurt heel vaak dat de verweerder nalaat conclusies te nemen en zijn dossier over te zenden zodat de eiser zijn toevlucht moet nemen tot arti-

réputé contradictoire), soit pour tenter d'amener la partie adverse à comparaître, soit pour la faire conclure, soit dans les deux buts. L'utilisation de cet article exige le respect de conditions qui n'en facilitent pas l'usage. De plus, il suffit que la partie ainsi convoquée dépose des conclusions même succinctes à l'audience pour que la partie adverse doive demander à son tour le renvoi au rôle pour conclure (répliquer). L'effet de l'article 751 est ainsi perdu et tout est à recommencer.

Le renvoi au rôle et même la remise contradictoire encombrant les rôles puisque le dossier occupe d'abord une place à la première audience, ensuite une place à la deuxième audience et il n'est pas encore certain que ce soit la dernière; il n'est pas rare de trouver des dossiers ayant subi cinq ou six remises voire plus. Si, suite à ces aléas, il s'ajoute que le demandeur perde lui aussi de vue cette affaire, il ne reste plus au tribunal, lorsque le délai d'instruction devient anormalement long, d'omettre la cause du rôle.

Si l'instruction de l'affaire implique la constitution par les parties d'un dossier complet qu'elles se transmettent au moment de l'échange des conclusions, il n'en est pas de même pour le tribunal qui ne le recevra lui qu'avant la clôture des débats. Cette règle l'empêche de confronter les conclusions avec le dossier et ainsi de poser les questions nécessaires pour une entière compréhension du litige. La conséquence est parfois de devoir rouvrir les débats pour obtenir cette explication ou une pièce complémentaire. Il faut malheureusement admettre que les dossiers sont assez souvent incomplets.

Nous avons ainsi abordé la deuxième subdivision c'est-à-dire le laps de temps anormalement long pour obtenir un jugement après la mise en état du dossier.

Il faut souligner que si ce partage de la procédure en trois étapes apparaît en logique très évident, sur le plan pratique, il n'est pas aussi net. En effet, très souvent la partie lente ou défaillante ne conclut ni ne comparet et l'article 751 vise les deux hypothèses. Dans cette deuxième hypothèse, l'affaire n'est pas ramenée à l'audience parce que les parties n'en demandent pas la fixation. De tels cas sont plus rares que ceux envisagés par la première hypothèse. Il est certain, dans les deux cas envisagés ci-dessus, que lorsqu'une partie comparet seule, c'est-à-dire sans avocat et ce surtout dans les matières de sécurité sociale, une cause qui traîne pour être mise au rôle amènera très souvent, lorsqu'elle est ramenée à l'audience, un renvoi au rôle, car l'intéressé aura changé d'adresse.

kel 751 (vonnis dat geacht wordt op tegenspraak te zijn geweest), hetzij om te trachten de tegenpartij ertoe te bewegen te verschijnen, hetzij om ze aan te sporen om conclusies te nemen, hetzij om beide redenen samen. Om dat artikel te kunnen toepassen, moet worden voldaan aan voorwaarden welke die toepassing niet vergemakkelijken. Bovendien is het voldoende dat de aldus opgeroepen partij zelfs beknopte conclusies ter zitting neerlegt opdat de tegenpartij op haar beurt de verwijzing naar de rol moet eisen om conclusies te nemen (wederantwoord). Bijgevolg sorteert artikel 751 geen effect en dient alles te worden overgedaan.

De verwijzing naar de rol en zelfs de op tegenspraak uitgesproken verdaging hebben tot gevolg dat de rollen overladen raken aangezien voor het dossier eerst een plaats op de eerste zitting wordt ingeruimd, vervolgens op de tweede zitting en zelfs dan is het nog niet zeker dat het de laatste zitting wordt; niet zelden worden dossiers vijf- of zesmaal of zelfs meer verdaagd. Als daar, door al die onzekerheid, nog bijkomt dat ook de eiser de zaak uit het oog begint te verliezen, blijft er voor de rechtbank, wanneer de behandeling abnormaal lang aansleept, niets anders over dan de zaak op de zittingsrol weg te laten.

De behandeling van de zaak impliceert dat de partijen een volledig dossier aanleggen en elkaar daarvan op het ogenblik van de uitwisseling van de conclusies overlegging doen, maar dat is niet het geval voor de rechtbank, die het dossier niet eerder dan bij de sluiting van de debatten ontvangt. Die regel belet dat de conclusies aan het dossier getoetst worden, zodat de noodzakelijke vragen om het geschil zo goed mogelijk te begrijpen, niet kunnen worden gesteld. Het gevolg daarvan is dat de debatten soms moeten worden overgedaan om die opheldering of een aanvullend stuk te krijgen. Men dient helaas toe te geven dat de dossiers vrij vaak onvolledig zijn.

Zo komen wij tot de tweede onderverdeling, met name de abnormaal lange tijd die nodig is om na de samenstelling van het dossier tot een vonnis te komen.

Hierbij zij opgemerkt dat de verdeling van de procedure in drie etappes logischerwijze voor de hand lijkt te liggen maar dat zulks op praktisch vlak niet zo evident is. De trage of in gebreke blijvende partij neemt immers vaak geen conclusies of verschijnt niet, en artikel 751 doelt op die beide mogelijkheden. In het laatste geval wordt de zaak niet opnieuw ter zitting gebracht aangezien de partijen geen bepaling van de rechtsdag vragen. De gevallen waarin dat gebeurt zijn zeldzamer dan die waarop in het eerste geval bedoeld wordt. In de beide hierboven beschouwde gevallen lijkt het geen twijfel dat wanneer een partij alleen, dus zonder advocaat verschijnt, wat vooral gebeurt in zaken betreffende de sociale zekerheid, een zaak waarmee gedraald wordt om ze op de rol te plaatsen, wanneer ze opnieuw ter zitting gebracht wordt, zeer vaak naar de rol zal moeten verwezen worden omdat de betrokkene van adres veranderd is.

Les causes qui concernent plus spécifiquement l'application pratique du Code judiciaire ne sont pas les seules raisons du retard. Il est incontestable que nos juridictions travaillent encore de manière archaïque tant sur le plan de la technologie que de l'organisation. Mais en outre, certaines d'entre elles manquent aussi de personnel, d'un personnel efficace (problèmes des contractuels) au niveau des greffes et des magistrats tant au niveau du parquet ou de l'auditorat que du siège.

Il nous reste maintenant à examiner la troisième et dernière subdivision. Le retard dans le prononcé du jugement.

Celui-ci provient essentiellement de l'attitude du magistrat assis.

Ce retard est-il justifié ?

Il peut l'être, totalement ou partiellement.

Le magistrat du siège est investi d'une tâche double, préparer et présider l'audience d'une part, rédiger les jugements d'autre part. Lorsqu'une affaire complexe, soit sur le plan des faits, soit sur le plan du droit, soit sur les deux plans à la fois survient, le magistrat doit continuer à assumer ses tâches ordinaires, mais en plus, doit faire des recherches pour construire son jugement. Il ne dispose pour ce faire d'aucun collaborateur, le greffier dans la plupart des cas n'étant pas disponible pour l'aider dans cette étude; il dépend d'ailleurs d'un greffier en chef et non du juge.

Or, ces recherches peuvent être parfois très difficiles, très longues parce que la documentation est encore peu ou très mal ou pas informatisée. Dans cette hypothèse, le mois dans lequel le prononcé doit se faire est souvent dépassé. Que le magistrat prépare l'audience, une partie de l'étude aura lieu avant l'audience et l'autre après l'audience. Mais de toute manière, elle s'insère dans la continuation du travail du juge et le retard presque tout autant. Il est évidemment possible d'adopter une autre attitude qui serait de ne pas préparer l'audience, de faire peu ou pas de recherches pour élaborer le jugement, laissant l'étude à la cour s'il y a appel. Il s'agit là d'une attitude peu responsable vis-à-vis des parties et peu satisfaisante pour le juge. Evidemment, comme dans toutes les professions, il peut se trouver malheureusement des magistrats peu diligents. Il appartient aux chefs de corps de réagir.

Sans doute, l'œuvre de la justice et la mise en état d'une affaire exigent, si l'on veut éviter une justice expéditive, du temps. C'est toutefois pour lutter contre les lenteurs injustifiées que la présente proposition entend proposer un certain nombre de modifications au Code judiciaire.

De oorzaken die meer bepaald betrekking hebben op de praktische toepassing van het Gerechtelijk Wetboek, zijn niet de enige oorzaken van de achterstand. Het is onloochenbaar dat onze rechtbanken zowel op technologisch als op organisatorisch vlak nog op een archaische manier werken. Bovendien bestaat bij een aantal van die rechtbanken een gebrek aan personeel en aan efficiënte medewerkers (problemen van de met een contract aangeworven personeelsleden) op het vlak van de griffies en van de magistraten en zulks zowel bij het parket of het auditoraat als wat de zittende magistraten betreft.

Ten slotte besteden wij aandacht aan de derde en laatste onderverdeling, met name de vertraging bij de uitspraak van het vonnis.

Die vertraging vloeit hoofdzakelijk voort uit de houding van de zittende magistratuur.

Is die vertraging verantwoord ?

Zij kan dat inderdaad volledig of gedeeltelijk zijn.

De magistraat van de zetel heeft een tweevoudige opdracht, enerzijds de zitting voorbereiden en voorzitten en anderzijds de vonnissen opstellen. Wanneer het gaat om een zaak die op het vlak van de feiten of van het recht of op beide vlakken ingewikkeld is, dient de magistraat zich niet alleen van zijn gewone taken te blijven kwijten maar moet hij bovendien nog opzoeken doen om zijn vonnis « op te bouwen ». Daartoe beschikt hij over geen enkele medewerker aangezien de griffier in de meeste gevallen niet beschikbaar is om hem bij die studie bij te staan; de griffier hangt trouwens van een hoofdgriffier en niet van de rechter af.

Nu is het zo dat die opzoeken soms zeer moeilijk en lang kunnen zijn omdat de documentatie nog maar weinig, zeer slecht of zelfs helemaal niet gecomputeriseerd is. In dat geval wordt de termijn van een maand, tijdens welke de uitspraak moet geschieden, vaak overschreden. Als de magistraat de zitting voorbereidt, zal een gedeelte van de studie vóór de zitting en het andere na de zitting plaats moeten vinden. Die studie maakt hoe dan ook deel uit van het werkschema van de rechter, dat daardoor bijna evenzeer wordt vertraagd. Men zou uiteraard een andere houding kunnen aannemen, met name de zitting niet voorbereiden en weinig of geen opzoeken doen om het vonnis op te stellen, zodat het Hof met de studie belast wordt indien hoger beroep ingesteld wordt. Dat zou van weinig verantwoordelijkheidszin getuigen ten aanzien van de partijen en het zou de rechter weinig voldoening schenken. Zoals in alle andere beroepen kan het jammer genoeg gebeuren dat bepaalde magistraten niet veel ijver aan de dag leggen. Dan is het de taak van de korpsversten om te reageren.

Het lijkt geen twijfel dat voor de rechtsbedeling en het in staat van wijzen brengen van een zaak voldoende tijd moet worden uitgetrokken, wil men een overhaaste rechtspleging voorkomen. Het onderhavige voorstel wil echter een einde maken aan de onverantwoord lange wachttijden en het stelt bijgevolg een aantal wijzigingen in het Gerechtelijk Wetboek voor.

Ces modifications ont trait à la procédure organisée par les articles 730, 735, 739, 742, 747, 750 à 757, 764, 767, 769, 770, 804, 1040, 1047, 1057, 1060 à 1063 et 1066 du code judiciaire. Elles concernent l'introduction, l'instruction et le jugement des demandes en première instance ainsi que l'introduction des causes en degré d'appel.

Elles tendent à accélérer le déroulement du procès et à remédier aux causes de retard de celui-ci.

a) *Quant à l'impossibilité de contraindre un plaideur négligent ou de mauvaise foi à conclure dans un délai raisonnable*

En premier lieu, nous avons voulu permettre de régler sans retard les causes de litige qui n'appellent que des débats succincts.

En deuxième lieu, les modifications proposées visent à désencombrer les rôles d'affaires non en état en liant la demande de fixation au dépôt des conclusions et du dossier. La troisième mesure veut donner une plus grande efficacité à l'article 751 mais aussi tenir informés l'avocat et la partie elle-même du déroulement du procès. Enfin, en quatrième lieu, nous réservons au président du tribunal, au juge président de la chambre, la possibilité de faire radier la cause du rôle général en cas de délai anormal et sous certaines conditions.

b) *Quant à l'impossibilité d'obtenir dans un délai raisonnable un jugement dans les affaires qui sont en état*

Les articles 751 et 804 apportent une solution à cette cause de retard.

c) *Quant au laps de temps anormalement long pour obtenir le jugement après la mise en délibéré de la cause*

L'article 770 oblige le juge qui prolonge un délibéré au-delà des trois mois d'en aviser par l'intermédiaire du président de la juridiction, le premier président de la cour d'appel ou de la cour du travail.

Nous tenons à souligner que d'autres dispositions visent à améliorer le travail du magistrat du siège en l'amenant à étudier les dossiers préalablement à l'audience (rapport à l'audience). En outre, ces dispositions devraient permettre d'accélérer le déroulement de l'examen du dossier : les plaidoiries seraient réduites et le magistrat compléterait son information par des questions aux parties. D'autres modifications apportées aux dispositions du Code judiciaire concernent la communicabilité de l'affaire au ministère public et certains points de la procédure d'appel.

Die wijzigingen hebben betrekking op de procedure waarin de artikelen 730, 735, 739, 742, 747, 750 tot 757, 764, 767, 769, 770, 804, 1040, 1047, 1057, 1060 tot 1063 en 1066 van het Gerechtelijk Wetboek voorzien. Ze hebben betrekking op de inleiding, de behandeling en de berechting van de vorderingen in eerste aanleg, evenals op de inleiding van zaken in hoger beroep.

Bovendien strekken ze ertoe de loop van het proces te versnellen en de oorzaken van vertraging uit te schakelen.

a) *De mogelijkheid om een nalatige pleiter of een pleiter te kwader trouw te dwingen om binnen een redelijke termijn conclusie te nemen*

Wij hebben in de eerste plaats de onverwijld afhandeling mogelijk willen maken van geschillen die slechts korte debatten vergen.

Ten tweede hebben de voorgestelde wijzigingen tot doel de rol van de nog niet in staat van wijzen gebrachte zaken minder te belasten, door het verzoek tot vaststelling van de rechtsdag te koppelen aan de neerlegging van de conclusies en het dossier. De derde maatregel wil niet alleen artikel 751 doeltreffender maken, maar ze strekt er ook toe de advocaat en de partij beter op de hoogte te houden van het verloop van het proces. Tot slot verlenen wij aan de voorzitter van de rechtbank en aan de kamervoorzitter de mogelijkheid om de zaak van de algemene rol te schrappen, indien de termijn op abnormale wijze overschreden wordt en indien aan bepaalde voorwaarden voldaan is.

b) *Onmogelijkheid om binnen een redelijke termijn een vonnis te krijgen in zaken die in staat van wijzen zijn*

De artikelen 751 en 804 bieden een oplossing voor die oorzaak van vertraging.

c) *De overdreven lange termijn voor het verkrijgen van een vonnis nadat de zaak in beraad is genomen*

Artikel 770 verplicht de rechter die een zaak langer dan drie maanden in beraad houdt, de eerste voorzitter van het hof van beroep of van het arbeidshof daarvan op de hoogte te brengen via de voorzitter van het gerecht waarbij de zaak aanhangig is.

Wij willen in dit verband benadrukken dat andere bepalingen tot doel hebben de zittende magistraat doeltreffender te laten werken, door hem ertoe aan te zetten de dossiers te onderzoeken vóór de zitting (verslag ter zitting). Bovendien moeten die bepalingen een snellere behandeling van het dossier mogelijk maken : de pleidooien zouden worden beperkt en de magistraat zou zijn onderzoek kunnen aanvullen met vragen aan de partijen. Andere wijzigingen in het Gerechtelijk Wetboek hebben betrekking op de verplichting om kennis te geven van de zaak aan het openbaar ministerie en op bepaalde punten van de procedure in hoger beroep.

Les modifications proposées n'ont pas cette prétention d'apporter à elles seules une solution radicale et définitive du grave problème de l'arrière judiciaire mais il est permis d'espérer qu'avec d'autres, elles contribuent à remédier à l'encombrement des rôles et à permettre la résorption de l'arriéré judiciaire.

Ces mesures tiennent compte dans une large mesure du projet de loi n° 365 (1982-1983) n° 1 déposé au Sénat par Monsieur le Ministre de la Justice, J. Gol, de l'étude de Monsieur de Leval sur l'accélération de la procédure (Annales de la Faculté de droit de Liège 1978, n° 1), du rapport « Meeus » rédigé par un groupe de travail intitulé « Procédure civile et arriéré judiciaire » à la demande du Ministre de la Justice, J. Gol et de l'étude du groupe de travail « Université-Palais » de Liège du 29 mars 1984.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 1^{er} (art. 730 du Code judiciaire)

L'article 730 actuellement en vigueur traite de la radiation et de l'omission du rôle.

L'omission du rôle intervient lorsque l'instruction d'une affaire révèle un retard anormal. Elle ne constitue toutefois qu'une simple mesure d'ordre intérieur, laissée à l'appréciation du magistrat.

Le rétablissement de la cause au rôle se fait sans autre formalité qu'une demande adressée au président de la chambre.

La radiation du rôle par contre est une mesure plus radicale dans la mesure où elle éteint l'instance, et implique une nouvelle citation (ou une comparution volontaire) pour ramener la cause au rôle.

Il apparaît notamment des travaux préparatoires du Code judiciaire, que, sous l'ancien système, cette mesure pouvait intervenir notamment pour sanctionner la négligence des avoués.

Le commissaire royal a estimé qu'une telle mesure frappait en réalité le plaideur et risquait de retarder en définitive le cours de la justice.

Il a estimé, assez normalement, qu'une telle mesure ne pouvait être prise contre le gré même des parties.

La rédaction actuelle du Code judiciaire ne prévoit cette radiation que de l'accord des parties ce qui, dans la pratique, implique généralement que toutes les parties concernées doivent marquer explicitement leur accord.

Une éventuelle réforme du régime de la radiation ne peut se concevoir que dans le respect des principes suivants :

De voorgestelde wijzigingen alleen kunnen weliswaar het ernstige vraagstuk van de achterstand bij het gerecht niet tot een radicale en definitieve oplossing brengen. Gehoopt mag echter worden dat die wijzigingen samen met andere kunnen bijdragen tot het verhelpen van de overbelasting van de rollen en tot het inhalen van de achterstand bij het gerecht.

Deze maatregelen houden voor een groot deel rekening met wetsontwerp n° 365/1 (1982-1983), dat door de toenmalige Minister van Justitie J. Gol bij de Senaat werd ingediend; ze steunen eveneens op de studie van de heer de Leval over een versnelde procedure (Annales de la Faculté de droit de Liège 1978, n° 1), op het rapport « Meeus » door een werkgroep « Burgerlijke procedure en achterstand bij het gerecht » opgesteld op verzoek van de Minister van Justitie J. Gol, en op de studie van 29 maart 1984 van de werkgroep « Université-Palais » van Luik.

COMMENTAAR BIJ DE ARTIKELEN

Artikel 1 (art. 730 van het Gerechtelijk Wetboek)

Het thans vigerende artikel 730 heeft betrekking op de doorhaling op en de weglating van de rol.

Weglating van de rol geschiedt wanneer de behandeling van een zaak abnormaal lang aansleept. Weglating is gewoon een maatregel van inwendige orde waarvan de beoordeling aan de magistratuur wordt overgelaten.

De zaak kan weer op de rol worden gebracht zonder andere formaliteiten dan een verzoek aan de kamer-voorzitter.

Doorhaling op de rol, daarentegen, is een veel ingrijpender maatregel aangezien zij het geding doet vervallen en een nieuwe dagvaarding (of een vrijwillige verschijning) vergt, wil de zaak opnieuw op de rol komen.

Uit de parlementaire voorbereiding van het Gerechtelijk Wetboek blijkt onder meer dat die maatregel onder de vroegere regeling kon worden genomen om met name de nalatigheid van de pleitbezorgers te bestraffen.

Volgens de Koninklijke Commissaris trof een dergelijke maatregel in feite de pleiter en dreigde hij de rechtsgang uiteindelijk te vertragen.

Hij heeft geoordeeld, en dat is normaal, dat een dergelijke maatregel niet tegen de wil van de partijen kan worden genomen.

Volgens de huidige formulering van het Gerechtelijk Wetboek kan doorhaling niet geschieden dan met instemming van partijen, wat in de praktijk doorgaans impliceert dat alle betrokken partijen uitdrukkelijk hun instemming moeten betuigen.

Het stelsel van de doorhaling kan alleen worden hervormd met inachtneming van de volgende beginselen :

— une telle réforme ne doit pas se justifier par le seul fait qu'il convient, à tout prix, de faire un sort, à toutes affaires introduites devant une juridiction;

— les parties doivent toujours pouvoir conserver le droit de souhaiter qu'une instance ouverte, et les droits qui en découlent, restent en suspens, sans être tenues éventuellement d'en motiver la raison;

— aucune radiation ne doit pouvoir intervenir sans que les parties en aient été formellement averties, sans qu'elles aient eu la possibilité de s'y opposer et sans qu'elles aient été personnellement informées des conséquences éventuelles de cette radiation.

Dans la pratique toutefois, il est indéniable que la négligence des parties ou de leurs conseils, constitue une des causes de l'arriéré judiciaire.

C'est pourquoi, lorsque le président du tribunal ou d'une chambre de celui-ci, constate un délai anormal entre l'introduction et la demande de fixation, il peut refixer d'office l'affaire devant la chambre compétente.

Si cette fixation n'a pas un objectif précis, il est certain qu'elle ne susciterait que rarement une réaction, surtout si elle n'est pas sanctionnée, et qu'elle ne constituerait dès lors qu'une mesure inefficace et susceptible au contraire d'encombrer encore plus certaines audiences.

C'est pourquoi, il est précisé que cette fixation intervient en vue d'une radiation éventuelle.

Les droits de chacune des parties de s'opposer à cette radiation sont certainement préservés par l'ensemble des formalités prescrites par le texte.

Les parties sont personnellement informées de ce que :

1° un retard anormal a été constaté dans l'instruction de leur affaire;

2° que la sanction de la radiation, dont les conséquences lui sont précisées, est envisagée vu ce retard.

Il est probable, dans ces conditions, que la partie ne manquera pas de réagir, fut-ce auprès de son conseil, pour s'inquiéter du retard dénoncé s'il est injustifié, et s'inquiéter de la sanction annoncée.

Quant à l'omission du rôle, puisqu'elle ne constitue qu'une simple mesure d'ordre intérieur et n'a pas de véritable portée pratique, elle peut être supprimée.

Articles 2 et 3

L'article 2 de la proposition modifie l'article 735 du Code judiciaire et l'article 3 insère un article 735bis.

— een dergelijke hervorming mag niet worden ingegeven alleen maar door de overweging dat alle zaken die voor een rechtbank aanhangig zijn gemaakt, te allen prijze moeten worden behandeld;

— de partijen moeten altijd het recht behouden dat een aangevat geding en de daaruit vloeiende rechten opgeschort blijven zonder dat zij eventueel de reden daarvoor moeten opgeven;

— er mag geen doorhaling geschieden indien de partijen daarvan niet uitdrukkelijk in kennis zijn gesteld, niet de mogelijkheid hebben gehad om zich daartegen te verzetten en niet persoonlijk werden inlicht over de eventuele gevolgen van die doorhaling.

Het kan evenwel niet worden ontkend dat in de praktijk de nalatigheid van de partijen of van hun raadslieden een van de oorzaken van de achterstand bij het gerecht is.

Daarom kan de voorzitter van de rechtbank of van een kamer daarvan, wanneer hij constateert dat er abnormaal veel tijd verloopt tussen de inleiding van een zaak en het verzoek tot bepaling van de rechtsdag, ambtshalve opnieuw een rechtsdag bepalen voor de bevoegde kamer.

Heeft die rechtsdagbepaling geen nauwkeurig omschreven doel, dan zal ze slechts zelden een reactie uitlokken, vooral indien ze niet van strafsancties vergezeld gaat, en zal ze bijgevolg ondoeltreffend blijven en integendeel bepaalde zittingen nog meer gaan belasten.

Daarom wordt gepreciseerd dat de rechtsdagbepaling geschiedt met het oog op een eventuele doorhaling.

Het geheel der formaliteiten in de voorgestelde tekst voorgeschreven behoudt voor elke partij onverkort het recht om zich tegen de doorhaling te verzetten.

De partijen worden er persoonlijk van in kennis gesteld dat :

1° een abnormale vertraging werd geconstateerd in de behandeling van hun zaak;

2° gelet op die vertraging, een doorhaling wordt overwogen waarvan de gevolgen hun nader worden uiteengezet.

Onder die omstandigheden zal de partij vermoedelijk reageren, al was het maar bij haar raadsman om haar bezorgdheid kenbaar te maken over de vertraging die haar ter kennis is gebracht en voor zover die onverantwoord is, en over de aangekondigde straf.

Aangezien weglating van de rol niet meer is dan een loutere maatregel van inwendige orde en ze geen tastbare gevolgen heeft in de praktijk, kan ze worden afgeschaft.

Artikelen 2 en 3

Artikel 2 van het voorstel wijzigt artikel 735 van het Gerechtelijk Wetboek en artikel 3 voegt in dat Wetboek een artikel 735bis in.

L'article 735 prévoit qu'à l'égard de toute partie comparante, les causes qui n'appellent que des débats succincts sont retenues à l'audience d'introduction ou remises pour être plaidées à une date déterminée.

Actuellement, il n'est pas fait suffisamment usage de la possibilité de traiter les causes qui n'appellent que des débats succincts, soit à l'audience d'introduction, soit à une audience rapprochée.

L'instruction à l'audience en introduction nécessite une meilleure organisation des audiences d'introduction, afin qu'elles ne soient pas surchargées, notamment par une modification éventuelle des règlements particuliers des tribunaux et par des initiatives des chefs de corps.

Une première modification qui semble devoir être retenue prévoit le recours à ce type de procédure « pour autant que la demande en ait été exprimée et motivée dans la citation ».

Une seconde modification consiste à faire figurer une énumération des causes qui peuvent être considérées comme n'appelant que des débats succincts, même si la demande n'a pas été reprise dans l'acte introductif d'instance.

Elle ne sera effectivement admise que si les faits de la cause peuvent se limiter à des débats succincts.

L'article 735bis nouveau prévoit le cas où la demande est fondée sur un titre pourvu que celui-ci ne soit pas sérieusement contesté.

Dans la pratique, on ne peut manquer de relever que le contentieux relatif notamment au *paiement des factures* est très important. Il s'agit certainement d'un domaine où il est intéressant et indispensable de pouvoir bénéficier d'une procédure efficace et rapide.

Pour le justiciable qui souhaite faire valoir ses droits, il est anormal de devoir attendre longtemps en raison de moyens dilatoires qui pourraient être utilisés et qui bénéficient aux débiteurs de mauvaise foi.

Il y a donc lieu d'organiser une procédure selon des modalités qui concilient à la fois, la possibilité d'avoir recours à une procédure « succincte » et le respect des droits de la défense.

L'article 735 nouveau *in fine* que nous proposons permet à la partie qui le souhaite de faire valoir ses droits dès l'introduction pour autant qu'elle en ait exprimé le désir dans la citation et qu'elle ait déjà, préalablement à l'audience, communiqué ses pièces.

La procédure envisagée permet au défendeur de s'y opposer. Il serait tenu de comparaître à l'audience afin d'y faire acter le ou les moyens qu'il invoque à l'encontre du titre produit et qu'il souhaite développer ultérieurement.

Le demandeur est tenu de respecter un délai ordinaire de citation de 15 jours (au lieu de 8) pour laisser un délai supplémentaire au cité afin que celui-ci puisse consulter un avocat.

Le tribunal pourrait enfin, si le motif invoqué par le défendeur pour contester le titre devait apparaître ul-

Artikel 735 bepaalt dat ten aanzien van iedere verschijnende partij de zaken waarvoor slechts korte debatten nodig zijn, worden behandeld op de inleidende zitting of worden verdaagd om op een bepaalde datum te worden gepleit.

Momenteel wordt te weinig gebruik gemaakt van de mogelijkheid om de zaken waarvoor slechts korte debatten nodig zijn, ofwel op de inleidende zitting ofwel op een eerstvolgende zitting te behandelen.

De behandeling ter inleidende zitting vergt een betere organisatie van de inleidende zittingen, zodat die niet worden overbelast. Bedoelde verbetering kan worden bereikt door met name een eventuele wijziging van de bijzondere reglementen van de rechtbanken en door initiatieven van de korpsoversten.

De eerste wijziging die wordt voorgesteld, bepaalt dat dit soort van procedure kan worden aangewend « voor zover het verzoek daartoe in de dagvaarding is gedaan en gemotiveerd ».

De tweede wijziging bestaat in een opsomming van de zaken waarvan mag worden aangenomen dat ze slechts tot korte debatten aanleiding zullen geven, ook al is het verzoek niet in de akte van rechtsingang opgenomen.

Op het verzoek zal pas worden ingegaan als de zaak met korte debatten kan worden afgehandeld.

Het nieuwe artikel 735bis voorziet in het geval waarbij de vordering op een titel gegrond is, op voorwaarde dat die niet ernstig wordt betwist.

Men kan alleen maar constateren dat het aantal geschillen dat onder meer betrekking heeft op de betaling van facturen in de praktijk zeer groot is. Dit is ongetwijfeld een domein waarvoor een doeltreffende en snelle procedure zeer wenselijk is.

Het is abnormaal dat de rechtzoekende die zijn rechten wenst te doen gelden, zo lang moet wachten omwille van de dilatoire middelen die kunnen worden gebruikt en waaruit de schuldenaars te kwader trouw voordeel halen.

Daarom moet een rechtspleging worden ingevoerd die de mogelijkheid biedt van een summiere procedure met eerbiediging van de rechten van de verdediging.

Dank zij de slotbepaling van het nieuwe artikel 735 dat wij voorstellen kan de partij die zulks wenst haar rechten doen gelden vanaf de inleiding, voor zover zij daartoe de wens te kennen heeft gegeven in de dagvaarding en zij reeds voor de zitting haar stukken heeft meegedeeld.

De in uitzicht gestelde procedure maakt het de verweerder mogelijk zich daartegen verzetten. Hij moet dan ter zitting verschijnen om er aantekening te laten doen van het of de middelen die hij tegen de overgelegde titel inroept en die hij later wenst uiteen te zetten.

De eiser moet een gewone termijn van dagvaarding van 15 (in plaats van 8) dagen in acht nemen om de gedagvaarde meer tijd te geven om een advocaat te kunnen raadplegen.

Mocht, tot slot, de reden die door de verweerder wordt ingeroepen om de titel te betwisten, later ken-

térieurement manifestement dilatoire ou de mauvaise foi, condamner le défendeur à des dommages et intérêts.

Pour être efficace, la mise en œuvre des nouvelles dispositions, devra être accompagnée d'une application stricte de l'article 729. Celui-ci prévoit que la déclaration écrite de postulation ne peut intervenir que lorsque la cause n'est pas de nature à être plaidée lors de son introduction. Il convient en outre de considérer que les causes dont question dans l'article 735 sont présumées « être de nature à être plaidées lors de l'introduction ».

Art. 4

L'article 4 de la proposition vise à insérer un nouvel article 739bis.

Actuellement, les parties peuvent communiquer des pièces et les déposer jusqu'au moment de la clôture des débats.

Il s'avère nécessaire d'instaurer l'obligation d'un dépôt des pièces préalables à l'*audience de plaidoiries*.

Le dépôt préalable éviterait toute discussion au sujet de la communication des pièces.

Il permettrait au tribunal et, le cas échéant au ministère public, d'avoir une meilleure connaissance et compréhension de la cause lorsqu'ils préparent l'audience.

Ce dépôt préalable va de pair avec d'autres modifications telles que :

— le dépôt préalable obligatoire des conclusions

— le rôle du juge « rapporteur ».

Dans la pratique, on peut se demander toutefois comme c'est malheureusement souvent le cas, si cette obligation sera scrupuleusement respectée à défaut d'être éventuellement sanctionnée...

C'est pourquoi, il convient de prévoir une sanction de rejet possible, similaire à celle prévue pour les conclusions dans les dispositions qui suivent.

Art. 5 et 6

Les articles 5 et 6 de la proposition visent à modifier les articles 742 et 747 du Code judiciaire.

Dans la pratique, de nombreux problèmes liés soit à la rédaction, soit au dépôt des conclusions, sont causes de retards ou de reports préjudiciables à la bonne suite de la justice.

A titre d'exemple, l'on peut citer le retard pris soit dans la rédaction soit dans le dépôt des conclusions qui paralyse la partie adverse. L'article 751*nouveau* devrait permettre de remédier à cette carence.

De façon plus générale, il y a lieu de relever les problèmes qui résultent du dépôt tardif des conclu-

nelijk dilatoir of te kwader trouw blijken te zijn, dan kan de rechtbank hem tot schadevergoeding veroordelen.

Opdat de nieuwe bepalingen effect zouden sorteren, moeten ze vergezeld gaan van een strikte toepassing van artikel 729. Dat artikel bepaalt dat de schriftelijke verklaring dat de advocaten in de zaak zullen optreden pas kan worden gedaan wanneer de zaak niet bij de inleiding kan worden gepleit. Voorts moet ervan worden uitgegaan dat de zaken waarvan sprake is in artikel 735, geacht worden « bij de inleiding te kunnen worden gepleit ».

Art. 4

Artikel 4 van het voorstel heeft tot doel in het Gerechtelijk Wetboek een nieuw artikel 739bis in te voegen.

Thans mogen de partijen hun stukken meedelen en neerleggen tot op het ogenblik dat de debatten worden gesloten.

Neerlegging van de stukken voordat de pleidooien worden gehouden moet verplicht worden gesteld.

Dank zij die voorafgaande neerlegging zou elke betwisting over de mededeling van de stukken kunnen worden vermeden.

Daardoor zou de rechtbank, en in voorkomend geval het openbaar ministerie, de zaak beter kennen en begrijpen wanneer de zitting voorbereid wordt.

Die voorafgaande neerlegging gaat gepaard met andere wijzigingen zoals :

— de verplichte voorafgaande neerlegging van de conclusie;

— de rol van de rechter-verslaggever .

In de praktijk kan men zich evenwel afvragen of die verplichting — en dat is jammer genoeg vaak niet het geval — nauwgezet zal worden nagekomen indien er niet eventueel een straf op wordt gesteld...

Daarom moet als sanctie worden voorzien in een mogelijke verwerping, zoals in de hiernavolgende bepalingen is voorgeschreven voor de conclusie.

Artt. 5 en 6

De artikelen 5 en 6 van het voorstel strekken ertoe de artikelen 742 en 747 van het Gerechtelijk Wetboek te wijzigen.

In de praktijk zijn heel wat problemen met betrekking tot de redactie of de neerlegging van de conclusie oorzaak van vertraging en verdagingen die een vlotte rechtsbedeling in de weg staan.

Als voorbeeld kan de vertraging bij de redactie of de neerlegging van de conclusie worden aangehaald, die de tegenpartij verlamt. Artikel 751*nieuw* moet het mogelijk maken dat te verhelpen.

Meer in het algemeen zij gewezen op de problemen die voortvloeien uit de laattijdige neerlegging van de

sions puisqu'aucun délai n'est prescrit pour ce faire, et que le dépôt de conclusions à la barre est fréquent.

Parmi ces problèmes, les situations suivantes peuvent être rappelées :

— le dépôt des conclusions à la barre entraîne pour le tribunal et, le cas échéant, pour le ministère public, de ne prendre connaissance des arguments développés par les parties, qu'à l'audience et à l'occasion des plaidoiries. Ce n'est ainsi bien souvent, qu'au cours de son délibéré qu'il pourra se rendre compte des lacunes éventuelles, des imprécisions ou des détails sur lesquels des éclaircissements seraient souhaitables. Le tribunal sera tenté alors de recourir à la réouverture des débats, ce qui entraîne des retards. Dans le cadre d'une réforme qui tend à généraliser une procédure où le débat s'instaure à partir d'un rapport (et donc d'un examen préalable) du juge, le dépôt préalable des conclusions paraît nécessaire. En outre, cela permettrait au tribunal de demander aux parties des précisions ou explications complémentaires sur les points posant problèmes dans les conclusions, dès la première audience de plaidoiries. La réforme tendant, en outre, à imposer le dépôt préalable des dossiers aura un impact plus grand, si elle inclut également le dépôt préalable des conclusions;

— il est fréquent de constater qu'alors qu'une affaire a été fixée pour plaidoiries au jour fixé pour celle-ci, l'on constate que l'une ou l'autre des parties n'a pas encore conclu. Cela entraîne la remise de l'affaire. Il est anormal qu'ainsi une audience soit partiellement réservée pour des affaires qui ne sont pas en état. L'obligation dès lors du dépôt des conclusions préalables à la fixation de l'affaire devrait s'imposer. Cette solution permettrait, en outre, au tribunal, si l'une des parties qui a conclu ne comparait pas à l'audience de plaidoiries, de retenir néanmoins l'affaire et de la prendre en délibéré;

— il arrive également et alors même que les conclusions soient déposées et qu'une fixation intervienne, qu'à l'audience de plaidoiries, soit des conclusions additionnelles soient déposées, soit qu'une remise soit demandée pour permettre le dépôt de telles conclusions.

Ce système qui renvoie aux inconvénients cités plus haut, est anormal car il semble possible d'exiger des parties qu'elles mettent l'affaire totalement en état avant de demander fixation.

Art. 7

L'article 7 de la proposition apporte des modifications à l'article 750 du Code judiciaire.

Il y a lieu d'ajouter au texte actuel que « la fixation a lieu sous le contrôle du président de la juridiction ».

conclusies. Voor die neerlegging is immers geen termijn voorgeschreven en het gebeurt vaak dat partijen hun conclusie ter zitting neerleggen.

In verband met die problemen kunnen de volgende situaties zich voordoen:

— indien de conclusies ter zitting worden neergelegd, kan de rechtbank — en in voorkomend geval het openbaar ministerie — eerst ter zitting en met name bij de pleidooien kennis nemen van de argumenten van de partijen. Bijgevolg komt de rechtbank eerst nadat zij de zaak al in beraad heeft genomen, tot de vaststelling dat er leemten, onnauwkeurigheden of details zijn waarover opheldering wenselijk is. De rechtbank is in dat geval geneigd de debatten te heropenen, wat tot vertraging leidt. In het kader van een hervorming die strekt tot de veralgemening van een procedure waarin de debatten gevoerd worden op grond van een verslag (en dus een voorafgaand onderzoek) van de rechter, moeten de conclusies vooraf worden neergelegd. Bovendien heeft de rechtbank aldus de mogelijkheid om vanaf de eerste zitting waarop gepleit wordt, aan de partijen nauwkeuriger gegevens of bijkomende uitleg te vragen over probleempunten in de conclusies. Bovendien zal de hervorming, die de voorafgaande neerlegging van de dossiers verplicht wil maken, een grotere weerslag hebben indien zij tevens in de voorafgaande neerlegging van de conclusies voorziet;

— vaak constateert men dat in een bepaalde zaak een rechtsdag is bepaald voor de pleidooien, maar dat deze of gene partij nog geen conclusie heeft genomen. Als dat het geval is, wordt de zaak verdaagd. Het is niet normaal dat een terechtzitting aldus gedeeltelijk wordt voorbehouden voor een zaak die nog niet in staat van wijzen is. Daarom moet de verplichting worden ingevoerd om de conclusies neer te leggen alvorens de rechtsdag wordt bepaald. Zulks zou de rechtbank bovendien in staat stellen om de zaak aan zich te houden en ze in beraad te nemen indien een van de partijen die conclusie heeft genomen, niet verschijnt op de voor de pleidooien vastgestelde zitting;

— zelfs indien de conclusies zijn neergelegd en de rechtsdag is bepaald, gebeurt het nog dat op de voor de pleidooien vastgestelde zitting, hetzij aanvullende conclusies worden neergelegd, hetzij een verdaging wordt gevraagd om de neerlegging van dergelijke conclusies mogelijk te maken.

Die handelwijze, die dezelfde nadelen vertoont als hierboven beschreven, is niet normaal. Van de partijen mag immers worden geëist dat ze de zaak volledig in staat van wijzen brengen, alvorens de bepaling van de rechtsdag te vragen.

Art. 7

Artikel 7 van het voorstel brengt wijzigingen aan in artikel 750 van het Gerechtelijk Wetboek.

Aan de huidige tekst moet worden toegevoegd dat de rechtsdag wordt bepaald onder het toezicht van de voorzitter van het gerecht.

Cette modification tend à valoriser le rôle du président à ce niveau de la procédure pour une organisation plus efficace du rôle d'audience...

L'avis de fixation doit aussi être adressé aux parties et non plus seulement aux avocats.

Une telle mesure permet plus facilement à une partie de prendre défaut si l'adversaire qui a comparu à l'introduction ne comparaît pas à l'audience de fixation ou s'y déclare sans instructions.

En outre, cela enlève aux justiciables le sentiment frustrant de ne plus être tenu directement au courant des suites de son affaire au niveau de la procédure et de ne plus pouvoir suivre celle-ci qu'à travers les informations que lui donne ou ne lui donne pas son avocat.

Une troisième modification vise à rappeler les obligations relatives au dépôt des conclusions prévues par le nouvel article 742 proposé.

Art. 8

L'article 8 de la proposition modifie l'article 751 du Code judiciaire.

Il est vrai que, dans la pratique, le fait pour l'une des parties de tenter de retarder la procédure en s'abstenant de conclure est fréquent. L'article 751 doit permettre à l'autre partie de faire avancer la procédure et de contraindre l'adversaire à conclure sous peine d'être sanctionné.

Le principal inconvénient du texte actuel de l'article 751 réside dans le fait que la partie qui est mise en demeure de conclure, peut le faire jusqu'au jour même de l'audience. Ces conclusions tardives entraînent généralement la remise de l'affaire et l'article 751 perd la plus grande partie de son efficacité.

Le nouvel article 751 proposé innove principalement en fixant un délai précis pour le dépôt des conclusions, délai prévu à peine de déchéance.

Le système proposé prévoit que la partie qui n'a pas conclu dans les délais prescrits à l'article 748 peut être mise en demeure de conclure, à peine de déchéance, dans un délai de trente jours à partir de l'avertissement qui lui est donné. L'audience à laquelle sera requis un jugement réputé contradictoire, si la partie ne conclut pas, est fixée quinze jours au plus tôt après l'expiration du délai de 30 jours.

Ce système n'est pas fondamentalement différent du système actuel, sauf qu'un délai d'au moins quinze jours doit s'écouler entre l'expiration du délai pour déposer des conclusions et le jour de l'audience. On

Die wijziging strekt ertoe de rol van de voorzitter in deze fase van de procedure te herwaarderen, om een doeltreffender beheer van de zittingsrol mogelijk te maken.

De rechtsdag moet ook ter kennis worden gebracht van de partijen en niet meer alleen van de advocaten.

Die maatregel moet een partij beter in staat stellen om verstek te vorderen tegen de tegenstander die weliswaar verschenen is bij de inleiding van de zaak, maar die niet verschijnt op de zitting waarop de rechtsdag is bepaald of op die zitting verklaart geen onderrichtingen te hebben ontvangen.

Bovendien zullen de rechtzoekenden aldus niet langer het frustrerende gevoel hebben dat ze niet rechtstreeks op de hoogte worden gehouden van de procedure in hun zaak en dat zij deze laatste alleen kunnen volgen via de inlichtingen die hen al dan niet door hun advocaat worden verstrekt.

Een derde wijziging herinnert aan de verplichtingen waarin het voorgestelde nieuwe artikel 742 voorziet inzake de neerlegging van de conclusies.

Art. 8

Artikel 8 van het voorstel wijzigt artikel 751 van het Gerechtelijk Wetboek.

Het komt in de praktijk immers vaak voor dat een van beide partijen de procedure tracht te vertragen door geen conclusie te nemen. Artikel 751 moet de tegenpartij in dergelijk geval in staat stellen om de procedure toch voort te zetten en om zijn tegenstander te verplichten conclusie te nemen, onder bedreiging van een sanctie.

Het grootste nadeel van de huidige tekst van artikel 751 bestaat hierin dat de partij die wordt aangemaand conclusie te nemen, zulks kan doen tot op de dag zelf van de zitting. Die laattijdige conclusies hebben doorgaans een verdaging van de zaak tot gevolg, zodat artikel 751 veel aan doeltreffendheid inboet.

Het voorgestelde artikel 751 is vooral vernieuwend omdat het een nauwkeurige termijn vaststelt voor de neerlegging van de conclusies en omdat die termijn voorgeschreven is op straffe van verval.

De regeling bepaalt dat de partij die niet binnen de in artikel 748 gestelde termijnen conclusie heeft genomen, kan worden aangemaand om, op straffe van verval, binnen een termijn van dertig dagen na de hem gegeven verwittiging conclusie te nemen. Indien de partij na verloop van die termijn nog geen conclusie heeft genomen, kan de zitting waarop een vonnis wordt gevorderd dat geacht wordt op tegenspraak te zijn gewezen, ten vroegste vijftien dagen na het verstrijken van de termijn van 30 dagen worden vastgesteld.

Deze regeling verschilt niet fundamenteel van de huidige, behalve wat betreft de maximumtermijn van vijftien dagen tussen het verstrijken van de termijn voor het neerleggen van de conclusies en de dag van de

connaît ainsi à l'avance ce que sera la situation au jour de l'audience, ce qui élimine les inconvénients actuels.

Si la partie n'a pas déposé de conclusions dans le délai, elle ne peut plus le faire; et le jour de l'audience, l'autre partie pourra prendre un jugement réputé contradictoire. La partie qui n'a pas conclu ne peut comparaître à l'audience pour présenter ses défenses. En effet, l'autre partie, en présence de moyens développés oralement et dont elle n'aurait pas eu connaissance antérieurement, pourrait être contrainte de demander la remise, ce qui détruirait l'économie du système proposé. Il convient de souligner que la partie qui n'a pas conclu a, par hypothèse, d'abord été citée régulièrement et n'a pas donné suite à cette citation en comparissant ou en concluant dans les délais prévus à l'article 748, et ensuite a été mise en demeure de conclure dans le délai de l'article 751 et ne l'a pas fait. Il est normal qu'elle subisse les conséquences de ses négligences répétées et d'une attitude par laquelle elle nuit non seulement à la partie adverse, mais aussi à l'administration de la justice.

Si des conclusions sont déposées dans le délai, plusieurs hypothèses sont possibles.

Si la partie qui a requis l'application de l'article 751 ne désire pas répondre aux conclusions — ce qui se produira notamment en cas de dépôt de conclusions de pure forme — la cause pourra être plaidée à l'audience fixée ou à une audience rapprochée, sans que de nouvelles conclusions puissent être prises sur le barreau.

Si la partie qui a requis l'application de l'article 751 désire répondre aux conclusions et ne peut le faire avant l'audience fixée, elle pourra demander le renvoi de la cause au rôle. La mise en état de l'affaire échappe alors à l'application de l'article 751.

Si ladite partie répond aux conclusions avant l'audience fixée, l'autre partie peut demander le renvoi de l'affaire au rôle ou sa remise à une date rapprochée. La remise a lieu sous le bénéfice de l'article 751. La faculté de demander un renvoi au rôle ne bénéficiant plus de l'article 751 risque de faire perdre une grande partie de son efficacité à cet article.

Si des conclusions sont prises dans les délais fixés et que le renvoi au rôle n'est pas demandé, les parties ne peuvent, en principe, plus prendre de nouvelles conclusions, même si la cause est remise. Cependant, en raison de l'arriéré actuel, la remise peut avoir lieu à une date éloignée. Le texte prévoit, dès lors, que le juge peut autoriser les parties à prendre de nouvelles conclusions en cas de survenance d'un fait nouveau ».

zitting. Aldus kent men bij voorbaat de toestand op de dag van de zitting, zodat de thans bestaande nadelen verdwijnen.

Indien de partij haar conclusies niet binnen die termijn heeft neergelegd, kan ze dat niet meer doen. Op de dag van de zitting kan de andere partij bovendien een vonnis vorderen dat geacht wordt op tegenspraak te zijn geweest. De partij die geen conclusie heeft genomen, kan niet meer ter zitting verschijnen, om haar verweermiddelen voor te leggen. Anders zou de tegenpartij, gelet op de mondeling voorgebrachte verweermiddelen die zij voordien niet kende, zich genoodzaakt kunnen zien de verdaging van de zaak te vragen, wat de voorgestelde regeling zinloos zou maken. In dat verband zij onderstreept dat ervan uitgegaan wordt dat de partij die geen conclusie heeft genomen, eerst op regelmatige wijze is gedagvaard, dat zij geen gevolg heeft gegeven aan die dagvaarding door te verschijnen of door binnen de in artikel 748 bepaalde termijnen conclusie te nemen en dat zij vervolgens geen gevolg heeft gegeven aan de aanmaning om binnen de in artikel 751 bepaalde termijn conclusie te nemen. Het is niet meer dan logisch dat zij de gevolgen draagt van haar herhaalde tekortkomingen en van een houding waardoor zij niet alleen de tegenpartij maar ook een goede rechtsbedeling schaadt.

Indien binnen voornoemde termijn conclusies worden neergelegd, bestaan er verschillende mogelijkheden.

Indien de partij die de toepassing van artikel 751 heeft gevorderd, niet wil antwoorden op de conclusies — wat met name kan gebeuren indien louter formele conclusies worden neergelegd — kan de zaak worden gepleit op de vastgestelde zitting of op een nabijzijnde zitting, zonder dat ter zitting nieuwe conclusies mogen worden genomen.

Indien de partij die de toepassing van artikel 751 heeft gevorderd, wel op de conclusies wil antwoorden en zij dat niet kan doen vóór de vastgestelde zitting, kan zij vragen dat de zaak naar de rol wordt verwezen. Artikel 751 is dan niet van toepassing op het in staat van wijzen brengen van de zaak.

Indien de voornoemde partij op de conclusies antwoordt vóór de vastgestelde zitting, kan de tegenpartij de verwijzing van de zaak naar de rol of de verdaging van de zaak naar een nabijzijnde datum vragen. De verdaging gebeurt met inachtneming van artikel 751. Indien een verwijzing naar de rol kan worden gevraagd zonder inachtneming van artikel 751, dreigt dat artikel zijn doeltreffendheid gedeels te verliezen.

Indien conclusie wordt genomen binnen de vastgestelde termijnen en indien geen verwijzing naar de rol wordt gevraagd, kunnen partijen in principe geen nieuwe conclusies meer nemen, zelfs al wordt de zaak verdaagd. Gezien de huidige achterstand kan de zaak echter worden verdaagd tot een verafgelegen datum. Het artikel bepaalt bijgevolg dat de rechter de partijen toestemming kan geven om nieuwe conclusies te nemen indien zich een nieuw feit voordoet.

Une modification complémentaire consiste toutefois à prévoir que la fixation sollicitée devra intervenir non seulement au plus tôt 15 jours après l'expiration du délai de 30 jours accordé pour conclure, mais aussi au plus tard un mois après l'expiration de ce délai.

Dans la pratique actuelle déjà, l'efficacité de l'article 751 se trouve encore réduite en raison des délais retenus devant certaines juridictions pour obtenir fixation.

La partie qui n'est pas certaine d'obtenir une fixation par ce moyen, dans un délai raisonnable sera moins intéressée d'y recourir.

A l'heure où le coût de la justice est discuté, il ne convient pas de maintenir la formalité d'avertissement par huissier dans le cadre de l'article 751 puisque celui-ci doit envoyer un pli recommandé au cité qui n'a pas reçu l'exploit introductif d'instance (voir article 38 Code judiciaire).

Art. 9

L'article 9 de la proposition vise à abroger l'article 752 du Code judiciaire.

Il s'agit du cas de la pluralité de défendeurs quand le litige n'est pas indivisible.

Ce cas paraît résolu par l'application de l'article 751 combiné avec l'article 804, alinéa 2*nouveau*.

Art. 10

L'article 10 de la proposition modifie l'article 753 du même code.

L'article 753 actuel prévoit que lorsqu'il y a pluralité de défendeur en cas d'indivisibilité du litige, les parties qui font défaut, alors qu'une au moins comparaît, doivent être citées de nouveau.

Il y a lieu de modifier cet article en fonction de la modification proposée de l'article 751, et préciser qu'au lieu de recourir à une nouvelle citation, les parties défaillantes seront reconvoquées selon les modalités de l'article 751.

Art. 11 et 12

L'article 11 modifie l'article 755 du Code judiciaire et l'article 12 abroge l'article 756.

L'article 755 actuellement en vigueur prévoit que les parties peuvent déposer conjointement à l'audience leurs dossiers, conclusions etc... sauf à fournir des explications orales au juge sur les points précis qu'il demande. La procédure écrite peut également être demandée par une partie, en vertu de l'article 756 si la cause a fait l'objet de trois fixations sans avoir été plaidée nonobstant sa présence à la barre. Compte

Een andere wijziging bestaat erin dat de gevraagde rechtsdag wordt bepaald niet alleen ten vroegste 15 dagen na het verstrijken van de termijn van 30 dagen voor het nemen van conclusie, maar ook uiterlijk een maand na het verstrijken van die termijn.

In de huidige stand van de wetgeving, wordt de doeltreffendheid van artikel 751 nog beperkt ingevolge de termijnen die door sommige gerechten voor de bepaling van de rechtsdag worden gehanteerd.

Indien een partij niet zeker is dat de rechtsdag via deze weg binnen een redelijke termijn zal worden bepaald, zal ze minder geneigd zijn er een beroep op te doen.

In een tijd waarin de gerechtskosten ter discussie staan, is het niet opportuun in het kader van artikel 751 de verwittiging door een gerechtsdeurwaarder te handhaven. Deze moet immers een aangetekende brief sturen naar de gedaagde die het exploit van rechtsingang niet heeft ontvangen. (zie artikel 38 Gerechtelijk Wetboek).

Art. 9

Artikel 9 van het voorstel strekt ertoe artikel 752 van het Gerechtelijk Wetboek op te heffen.

Bedoeld wordt het geval waarin er verscheidene verweerders zijn en het geschil niet onsplitsbaar is.

Dat geval kan worden opgelost door artikel 751 toe te passen in samenhang met artikel 804, tweede lid (*nieuw*).

Art. 10

Artikel 10 van het voorstel brengt wijzigingen aan in artikel 753 van hetzelfde wetboek.

Het huidige artikel 753 bepaalt dat wanneer in een onsplitsbaar geschil met verscheidene verweerders een of meer partijen verstek laten gaan, maar er ten minste één verschijnt, de niet-verschenen partijen opnieuw moeten worden gedagvaard.

Dit artikel moet worden aangepast aan de voorgestelde wijziging van artikel 751, en bepalen dat er geen nieuwe dagvaarding nodig is maar dat de partijen die verstek laten gaan, opnieuw moeten worden opgeroepen overeenkomstig het bepaalde in artikel 751.

Art. 11 en 12

Artikel 11 wijzigt artikel 755 van het Gerechtelijk Wetboek en artikel 12 heft artikel 756 op.

Het huidige artikel 755 bepaalt dat de partijen hun dossiers, conclusies enz. tegelijkertijd ter zitting kunnen neerleggen met dien verstande dat zij aan de rechter mondelinge ophelderingen mogen geven over welbepaalde punten waarover hij die vraagt. Krachtens artikel 756 kan een partij ook vragen dat de zaak schriftelijk behandeld wordt indien de rechtsdag driemaal bepaald werd maar de zaak niet werd gepleit

tenu de l'ensemble de la présente proposition, il est certain que ces dispositions doivent être revues.

Dans certaines affaires, il est possible d'exposer par écrit, de façon complète et précise, les faits de la cause et l'argumentation sans qu'un exposé ou des explications *orales* complémentaires ne s'imposent; le recours, dans ce cas, à la procédure écrite peut être intéressant. Il paraît toutefois que dans de très nombreuses causes, la complexité des éléments et thèses en présence, peut entraîner la nécessité d'apporter des précisions orales. Dès lors, la fixation à une audience s'impose.

Pour ces affaires, il paraît plus adéquat de recourir à la procédure ordinaire telle que la proposition la modifie et qui s'inspire d'ailleurs partiellement de la procédure écrite (v. art. 742*nouveau*, 739*bis nouveau*, 757*nouveau*).

Art. 13

L'article 13 de la proposition vise à compléter l'article 757 du Code judiciaire.

Le texte actuel de l'article 757 prévoit que les plaidoyers, rapports et jugements sont publics. Le déroulement de l'audience n'est pas autrement précisé. Traditionnellement, la parole est donnée successivement aux parties qui exposent leur point de vue.

Dans cette conception, le juge peut ne prendre connaissance de la thèse de chacune des parties qu'à l'audience. Les plaidoiries peuvent être longues et les audiences encombrées, les parties souhaitant légitimement exposer leur point de vue de façon très complète.

Si, dans ce déroulement, le juge peut demander des éclaircissements sur ce qui est plaidé, ce n'est qu'au cours de son délibéré, après avoir pu prendre connaissance des dossiers et réexaminé les arguments repris en conclusions, qu'il aura une connaissance satisfaisante de la cause. A ce moment, les débats sont clos et s'il souhaite obtenir d'autres précisions sur des points peu ou pas développés en plaidoiries, il devra ordonner une réouverture des débats, génératrice de nouveaux retards.

Dans la pratique, certains magistrats conçoivent et organisent leurs audiences dans une optique plus dynamique. Cela implique que le juge ait pris connaissance, avant l'audience, des faits de la cause et des thèses en présence. Il lui sera ainsi possible d'orienter les débats sur les points précis qui font difficulté et qu'il souhaite voir éclaircis ou développés.

Cette conception devrait pouvoir être généralisée. Elle permet certainement d'accélérer le cours des audiences, d'en améliorer la qualité et de réduire le nombre de réouvertures des débats.

hoewel de partij op de zitting tegenwoordig was. Gelet op het geheel van wat hier wordt voorgesteld ligt het voor de hand dat die bepalingen dienen te worden herzien.

In bepaalde zaken is het mogelijk de feiten en de argumentatie op een volledige en nauwkeurige wijze schriftelijk uiteen te zetten zonder dat aanvullende toelichting of mondelinge ophelderingen noodzakelijk zijn; in dat geval kan het geraden zijn de zaak schriftelijk te behandelen. In zeer talrijke gevallen kan het ingewikkelde karakter van de gegevens en van de tegenover elkaar staande standpunten niettemin mondelinge opheldering vereisen, zodat de vaststelling van een rechtsdag noodzakelijk wordt.

Voor die aangelegenheden lijkt het beter de gewone procedure te handhaven, zoals die door het voorstel gewijzigd wordt en trouwens gedeeltelijk door de schriftelijke procedure ingegeven is (zie artikel 742*nieuw*, 739*bis nieuw*, 757*nieuw*).

Art. 13

Artikel 13 van het voorstel beoogt artikel 757 van het Gerechtelijk Wetboek aan te vullen.

De huidige tekst van artikel 757 bepaalt dat de pleidooien, verslagen en vonnissen openbaar zijn. Omtrent het verloop van de zitting wordt geen nadere toelichting gegeven. Gewoonlijk wordt achtereenvolgens het woord gegeven aan de partijen, die hun standpunt uiteenzetten.

Volgens die opvatting kan het gebeuren dat de rechter pas ter zitting kennis neemt van de stelling van de diverse partijen. De pleidooien kunnen lang duren en de zittingen overbelast worden want de partijen hebben het recht hun standpunt uitvoerig toe te lichten.

Ofschoon de rechter in dat geval ter zitting opheldering kan vragen over het onderwerp van de pleidooien, zal hij zich pas tijdens zijn beraad, na inzage van de dossiers en herbestudering van de in de conclusies opgenomen argumenten, een vrij juist beeld van de zaak kunnen vormen. Op dat moment zijn de debatten echter al gesloten en indien hij nadere toelichting wenst over punten die tijdens het pleidooi weinig of niet uitgediept werden, moet hij een heropening van de debatten bevelen, wat tot nieuwe vertraging leidt.

In de praktijk geven sommige magistraten blijk van een meer dynamische aanpak bij de organisatie van hun zittingen. Dat impliceert dat de rechter vóór de zitting reeds kennis genomen heeft van de zaak en dat de standpunten van de partijen hem bekend zijn. Op die manier kan hij de debatten toespitsen op moeilijke punten waarover hij opheldering of meer details wenst.

Naarmate die opvatting veld wint, zullen de zittingen ongetwijfeld vlotter verlopen, zal het niveau ervan verbeteren en zullen de debatten minder vaak moeten worden heropend.

L'innovation proposée s'articule selon le schéma suivant :

a) dépôt des conclusions et des dossiers avant l'audience;

b) obligation pour le magistrat de préparer son audience et de faire, avant tout débat, un rapport succinct sur les faits de la cause et les moyens invoqués par les parties;

c) débats articulés autour des questions posées par le juge sur les aspects moins développés, moins clairs ou plus importants du litige, sans préjudice évidemment du droit des parties d'apporter d'initiative les précisions, rectifications ou compléments qu'elles estiment utiles, eu égard notamment au rapport succinct initial.

Art. 14

L'article 14 vise à modifier l'article 764 du Code judiciaire.

Pour accélérer le cours de la justice, il convient de réduire encore les cas où la communication des causes au ministère public est obligatoire, la communication facultative restant toujours possible.

Il paraît d'autant plus opportun de réduire le nombre des cas où la communication est obligatoire que, dans ces cas, l'absence de communication au ministère public entraîne la nullité du jugement et que, suivant la jurisprudence de la Cour de cassation (Cass. 6 février 1984 JTT 1984, 108; RW 1984-1985, 1921; 17 mai 1984, JI 1984, 588, note Tulkens), cette nullité est absolue et ne peut être couverte.

La communication semble toujours se justifier pour toutes les demandes relatives à l'état des personnes, la matière relevant de l'ordre public. Il paraît dans ce domaine, peu opportun de renoncer à l'avis du procureur du Roi, cet avis donné la plupart du temps sur le champ ne retarde guère la procédure.

Par ailleurs, un grand nombre d'affaires touchant à l'état des personnes est actuellement confié à des chambres à juge unique. En outre, les questions d'état sont étroitement liées à l'état civil où le rôle du parquet a encore été élargi par la loi du 31 mars 1987 sur la filiation.

En matière de nationalité, la communication est réglée par les dispositions des lois sur la nationalité.

En matière d'impôts, il semble que la communication obligatoire ne se justifie pas. Dans cette matière, en effet, les intérêts du Trésor sont suffisamment défendus par les avocats de l'administration et par l'administration elle-même. La très grande majorité

Daarom wordt voorgesteld voortaan het volgende schema te hanteren :

a) neerlegging van de conclusies en de bundels vóór de aanvang van de zitting;

b) de magistraat bereidt de zitting voor en de debatten mogen niet eerder beginnen dan nadat hij een bondig verslag heeft uitgebracht over de feiten en over de door de partijen aangevoerde middelen;

c) de debatten ontspringen zich rondom vragen van de rechter over minder uitgediepte, minder duidelijke of meer belangrijke punten van het geschil, waarbij uiteraard geen afbreuk wordt gedaan aan het recht van partijen om op eigen initiatief de door hen dienstig geachte toelichting, verbetering of aanvulling aan te brengen, met name gelet op het vooraf uitgebrachte bondige verslag.

Art. 14

Artikel 14 beoogt artikel 764 van het Gerechtelijk Wetboek te wijzigen.

Om het verloop van de procedure te bespoedigen, dient men het aantal gevallen waarin de zaak aan het openbaar ministerie moet worden meegedeeld, nog meer te beperken, hoewel de niet-verplichte mededeling altijd mogelijk blijft.

De vermindering van het aantal gevallen waarin de mededeling verplicht is, lijkt des te meer opportuun daar de niet-mededeling aan het openbaar ministerie in die gevallen de nietigheid van het vonnis met zich brengt en die nietigheid, volgens de rechtspraak van het Hof van Cassatie (Cass. 6 februari 1984, JTT 1984, 108; RW 1984-1985, 1921; 17 mei 1984, JI 1984, 588, noot Tulkens), volstrekt is en niet kan worden gedekt.

Mededeling is blijkbaar altijd gerechtvaardigd voor alle vorderingen betreffende de staat van personen, een aangelegenheid die onder de openbare orde ressorteert. Op dat gebied verdient het geen aanbeveling af te zien van het advies van de procureur des Konings, want de procedure wordt vrijwel niet vertraagd door dat advies, dat in de meeste gevallen onmiddellijk gegeven wordt.

Anderzijds wordt thans een groot aantal zaken in verband met de staat van personen toevertrouwd aan kamers met een alleenrechtsprekend rechter. Bovendien houden de kwesties in verband met de staat van personen nauw verband met de burgerlijke stand waarin de rol van het parket door de wet van 31 maart 1987 betreffende de afstamming nog verder uitgebreid werd.

Inzake nationaliteit wordt de mededeling geregeld door de bepalingen van de wetten betreffende de nationaliteit.

Op het stuk van belastingen lijkt verplichte mededeling niet verantwoord. In die materie worden de belastingen van de Staatskas immers voldoende behartigd door de advocaten van de administratie en door de administratie zelf. De overgrote meerderheid van de be-

des affaires fiscales vient directement devant les cours d'appel et la suppression de la communication obligatoire n'aura, dès lors, pas d'incidence pratique sur la formation et l'expérience des substituts du procureur du Roi qui seraient chargés des poursuites pénales en matière d'impôts.

En matière de faillite, de concordat et de sursis de paiement, le texte actuel donne lieu à de graves incertitudes quant aux cas où la communication est obligatoire (I. Verougstraete, Manuel du curateur de faillite, n° 62). Pour éviter la sanction de la nullité du jugement, la pratique tend à donner une application extensive à la communication en cette matière, et il en résulte des communications dans des cas où elle est sans utilité et des avis de pure forme.

Le texte proposé précise les cas où la communication est obligatoire et *les limite* à l'essentiel : les demandes en déclaration de faillite (ce qui exclut la faillite sur aveu puisque dans ce cas il n'y a pas de demande), les déclarations de faillite d'office, les demandes d'homologation et de révocation de concordat, qu'il s'agisse de concordat judiciaire ou de concordat après faillite.

Pour les faillites, concordats et sursis de paiement, le ministère public pourra toujours demander la communication s'il l'estime utile et l'exercice de cette faculté lui sera facilitée par les dispositions qui existent en matière de faillite (art. 464, 494, 585 du Code de commerce), de concordat (lois coord. sur le concordat judiciaire, art. 4) et de sursis de paiement (art. 598 du Code de commerce).

Enfin, compte tenu de la logique de l'article 140 du Code judiciaire qui confie au ministère public la mission de veiller à la régularité du service des cours et tribunaux et aussi parce que le ministère public siège au tribunal d'arrondissement, il convient qu'il continue à donner son avis dans la distribution des causes entre chambres d'un même tribunal ainsi que le prévoit l'article 88, § 2 du Code judiciaire. Le respect du délai prévu par cet article garantit que le traitement de l'affaire ne soit pas retardé par cet avis.

Devant le président du tribunal de première instance siégeant en référé, il convient de maintenir la présence du ministère public ainsi que le prévoit, pour les matières qui y sont visées, l'article 8 de la loi sur la protection de la jeunesse.

Art. 15

L'article 15 vise à compléter l'article 767 du Code judiciaire.

Actuellement l'avis est donné à l'audience 15 jours après communication de la cause.

lastingzaken wordt rechtstreeks voor de hoven van beroep behandeld en de opheffing van de verplichte mededeling zal derhalve geen praktische gevolgen hebben voor de opleiding en de ervaring van de substituten van de procureur des Konings die met de strafrechtelijke vervolging op het gebied van belastingen worden belast.

Inzake faillissement, akkoord en uitstel van betaling geeft de huidige tekst aanleiding tot grote onzekerheid voor de gevallen waarin mededeling verplicht is (I. Verougstraete, Manuel du curateur de faillite, n° 62). Om de nietigheid van het vonnis te voorkomen wordt in de praktijk op dat gebied vaak overgegaan tot mededeling waar dat volkomen nutteloos is en worden adviezen louter pro forma gegeven.

De voorgestelde tekst preciseert de gevallen waarin mededeling verplicht is en beperkt ze tot het essentiële : vorderingen tot faillietverklaring (wat het faillissement op aangifte uitsluit aangezien er in dat geval geen vordering is), ambtshalve faillietverklaringen, de vorderingen tot homologatie en herroeping van een akkoord, ongeacht of het om een gerechtelijk akkoord dan wel om een akkoord na faillissement gaat.

Inzake faillissementen, akkoorden en uitstellen van betaling kan het openbaar ministerie te allen tijde mededeling vorderen indien het zulks nuttig acht en de uitoefening van die mogelijkheid wordt vergemakkelijkt door de bestaande bepalingen op het stuk van faillissement (artt. 464, 494, 585 van het Wetboek van Koophandel), akkoord (gecoördineerde wetten betreffende het gerechtelijk akkoord, art. 4) en uitstel van betaling (art. 598 van het Wetboek van Koophandel).

Ten slotte en als logisch gevolg van artikel 140 van het Gerechtelijk Wetboek waardoor het openbaar ministerie belast is over de regelmatigheid van de dienst van de hoven en rechtbanken te waken, en tevens omdat het openbaar ministerie in de arrondissementsrechtbank zitting heeft, moet het openbaar ministerie advies blijven uitbrengen over de verdeling van de zaken tussen de kamers van eenzelfde rechtbank conform het bepaalde in artikel 88, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek. De naleving van de bij dit artikel gestelde termijn garandeert dat de behandeling van de zaak door dit advies niet vertraagd wordt.

Voorts is het aangewezen de aanwezigheid van het openbaar ministerie ten overstaan van de in kort geding zitting houdende voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg te handhaven, zoals dat voor de aangelegenheden bedoeld in artikel 8 van de wet op de jeugdbescherming voorgeschreven wordt.

Art. 15

Artikel 15 beoogt artikel 767 van het Gerechtelijk Wetboek aan te vullen.

Thans wordt het advies ter zitting gegeven 15 dagen nadat de zaak aan het openbaar ministerie medegedeeld is.

Une cause de retard peut résider dans le fait que le siège doit être indentique à celui qui a entendu les plaidoiries, ce qui, dans la pratique peut poser problème.

En outre, la lecture d'avis assez longs peut évidemment prendre une partie de l'audience.

Afin de faciliter le déroulement des audiences, la présente proposition prévoit que l'avis écrit peut être déposé au greffe, si le juge le prévoit lors de la clôture des débats.

Si les avocats manifestent le désir d'assister à la lecture de l'avis, le juge tiendra normalement compte de cette demande.

Art. 16

L'article 16 modifie l'article 769 du Code judiciaire.

Cet article doit être modifié en fonction de l'abrogation de l'article 756, et du nouvel article 755.

Il est proposé de reporter la clôture des débats dans le cas où le juge autorise les parties à déposer des pièces complémentaires aux dossiers déposés au greffe huit jours avant l'audience conformément au nouvel article 739bis.

Art. 17

L'article 17 vise à compléter l'article 770 du Code judiciaire.

Il est certain que, parmi les causes de l'arriéré judiciaire, doit être relevé le retard avec lequel certains jugements sont rendus.

Il est proposé que lorsque le délibéré se prolonge au-delà de trois mois, le juge doive en informer le premier président de la cour compétente.

Il est proposé également que le prononcé puisse être limité au dispositif.

Art. 18

L'article 18 modifie l'article 804 du Code judiciaire.

Ainsi qu'il a été dit à propos de l'article 750, il y a lieu d'estimer que défaut peut être pris contre une partie qui a un avocat et qui, ayant comparu à l'audience d'introduction, ne comparaît pas à l'audience fixée conformément audit article 750. Il en va évidemment de même à l'égard de la partie qui n'a pas d'avocat et qui, ayant comparu à l'audience d'introduction, ne comparaît pas à l'audience de fixation pour laquelle elle a été avertie par pli judiciaire en vertu de l'article 750, alinéa 4.

Doordat de zetel precies dezelfde dient te zijn als die waarvoor de pleidooien gehouden werden — wat in de praktijk problemen doet rijzen — kan vertraging ontstaan.

Daarenboven kan de lezing van vrij lange adviezen uiteraard een gedeelte van de tijd van de zitting in beslag nemen.

Om het verloop van de zittingen te vergemakkelijken bepaalt het voorstel dat het schriftelijk advies ter griffie kan worden neergelegd indien de rechter zulks bij de sluiting van de debatten bepaalt.

Indien de advocaten de wens uiten om de lezing van het advies bij te wonen zal de rechter met dat verzoek moeten rekening houden.

Art. 16

Artikel 16 wijzigt artikel 769 van het Gerechtelijk Wetboek.

Dit artikel dient te worden gewijzigd gelet op de opheffing van artikel 756 en de invoering van het nieuwe artikel 755.

Er wordt voorgesteld de sluiting van de debatten uit te stellen wanneer de rechter erin toestemt dat de partijen stukken neerleggen ter aanvulling van de dossiers welke overeenkomstig het nieuwe artikel 739bis acht dagen vóór de zitting neergelegd werden.

Art. 17

Artikel 17 beoogt artikel 770 van het Gerechtelijk Wetboek aan te vullen.

Het staat vast dat een van de oorzaken van de gerechtelijke achterstand dient te worden gezocht in de vertraging bij de uitspraak van sommige vonnissen.

Er wordt voorgesteld dat, wanneer een zaak langer dan drie maanden in beraad wordt gehouden, de rechter de eerste voorzitter van het bevoegde hof daarvan in kennis moet stellen.

Tevens wordt voorgesteld dat de uitspraak tot het beschikkende gedeelte beperkt kan blijven.

Art. 18

Artikel 18 wijzigt artikel 804 van het Gerechtelijk Wetboek.

Zoals in verband met artikel 750 is gezegd, dient men er van uit te gaan dat verstek kan worden gevorderd tegen een partij die een advocaat heeft en die, ofschoon zij op de inleidende zitting is verschenen, niet verschijnt op de zitting bepaald overeenkomstig voornoemd artikel 750. Hetzelfde geldt uiteraard voor een partij die geen advocaat heeft en, ofschoon zij op de inleidende zitting is verschenen, niet verschijnt op de zitting waarop de rechtsdag is bepaald en waarvoor zij overeenkomstig artikel 750, vierde lid, bijgerechtsbrief werd verwittigd.

Pour éviter le doute qui peut résulter des mots « nouvellement fixée », il est proposé de mentionner dans l'article 804 l'audience à laquelle la cause a été « fixée ou remise ».

Il y a lieu de compléter l'article 804 par un alinéa 2. Si une des parties a comparu conformément aux articles 728 ou 729 et a déposé au greffe ou à l'audience des conclusions, la procédure est à son *égard contradictoire*.

Le juge devra bien entendu, en raison de cette nouvelle disposition, répondre aux conclusions ainsi déposées, même si la partie ne lui soumet pas, à l'audience, les moyens développés dans ces conclusions.

Relevons, en outre, que cette disposition n'est pas applicable à une partie qui, sans jamais avoir comparu, envoie des conclusions au greffe, comme c'est le cas notamment de certains organismes en matière de droit social.

À l'égard d'une telle partie, la procédure reste par défaut, et le juge peut rejeter les conclusions déposées.

Art. 20

L'article 20 modifie l'article 1047, alinéa 4 du Code judiciaire.

Il semble justifié de limiter le droit de la partie défaillante de faire opposition. Il n'est pas normal qu'une partie puisse faire opposition sans devoir justifier son défaut et puisse ainsi utiliser l'opposition comme un moyen dilatoire et en outre, encombrer les tribunaux de manière abusive. Le droit comparé enseigne que les législations étrangères sont beaucoup plus strictes à cet égard.

Aucune disposition légale actuelle n'impose à l'opposant de justifier son absence à l'audience à laquelle défaut a été donné contre lui. L'article 1047 du code exige la seule indication des moyens de l'opposant.

Il convient dès lors de compléter cet article en vue de limiter davantage le recours à l'opposition.

Art. 19 et 21 à 25

Les articles 19 et 21 à 25 de la proposition modifient les articles 1040, 1057, 1060, 1061 et 1062 du Code judiciaire en matière d'introduction des causes en degré d'appel et abrogent l'article 1063 du même code.

Actuellement, l'introduction sans précision d'une date est la règle (cf. article 1057, alinéa 1^{er}, 7^o).

Il est apparu que cette règle est regrettable parce que spécialement, elle est source d'erreurs. (cf. A. Le Paige, Les voies de recours, Précis de droit judiciaire, tome IV, Bruxelles 1973, n^o 88ter).

Het voorstel om in artikel 804 de zitting te vermelden waarop de zaak is « bepaald of verdaagd », heeft tot doel de twijfel weg te nemen die de woorden « opnieuw is bepaald » kunnen oproepen.

Artikel 804 moet aangevuld worden met een tweede lid. Indien een van de partijen overeenkomstig artikel 728 of 729 is verschenen en ter griffie of ter zitting conclusies heeft neergelegd, is de procedure wat haar betreft tegensprekelijk.

De rechter zal, krachtens die nieuwe bepaling, uiteraard moeten antwoorden op de aldus neergelegde conclusies, zelfs als de partij hem ter zitting de middelen niet voorlegt die in de conclusies worden uiteengezet.

Bovendien zij erop gewezen dat deze bepaling niet van toepassing is op een partij die, zonder ooit te zijn verschenen, conclusies naar de griffie zendt; dat is onder meer het geval met bepaalde instellingen in sociaalrechtelijke zaken.

Ten aanzien van een dergelijke partij blijft de procedure bij verstek, en kan de rechter de neergelegde conclusies verwerpen.

Art. 20

Artikel 20 wijzigt artikel 1047, vierde lid, van het Gerechtelijk Wetboek.

Het lijkt aangewezen om het recht van de niet verschijnende partij om verzet te doen te beperken. Het is geen normale gang van zaken dat een partij verzet kan doen zonder haar niet-verschijning te moeten rechtvaardigen en dat zij het verzet als dilatoir middel kan gebruiken en daar bovendien misbruik van maken om de rechtbanken te overbelasten. Rechtsvergelijking leert dat de wet in het buitenland veel strenger is.

Geen enkele bepaling in de huidige wet verplicht degene die verzet doet zijn afwezigheid op de zitting waarop tegen hem een verstekvonnis werd gewezen, te rechtvaardigen. Artikel 1047 van het Gerechtelijk Wetboek schrijft enkel de vermelding voor van de middelen die de eiser in verzet aanvoert.

Dat artikel moet derhalve worden aangevuld om de aanwending van de verzetsprocedure te beperken.

Artt. 19 en 21 tot 25

De artikelen 19 en 21 tot 25 van het voorstel wijzigen de artikelen 1040, 1057, 1060, 1061 en 1062 van het Gerechtelijk Wetboek inzake de rechtsingang in hoger beroep en heffen artikel 1063 van hetzelfde Wetboek op.

Thans wordt de zaak doorgaans ingeleid zonder nadere bepaling van een datum (zie artikel 1057, eerste lid, 7^o).

Die regel is ondeugdelijk, vooral omdat er vergissingen uit voortspruiten (zie A. Le Paige, Les voies de recours, Précis de droit judiciaire, deel IV, Brussel, 1973, n^o 88ter).

De plus, dans les cas où la loi impose l'introduction de l'appel à date fixe, elle impose aussi à l'appelant de motiver son acte d'appel; la pratique a toutefois révélé que cette motivation est souvent de pure forme et qu'il en résulte une cause supplémentaire de retards. Il est dès lors souhaitable d'une part d'imposer uniformément, dans tous les cas et donc en appel comme en première instance, l'introduction des causes à date fixe et, d'autre part, de dispenser l'appelant de l'obligation de motiver l'acte d'appel.

La modification de l'article 1057 en ce sens doit entraîner l'abrogation de l'article 1063 et une modification de l'article 1066, d'où résulte la nécessité de modifier l'article 1040, alinéa 3.

L'article 1060 doit être modifié parce qu'il n'y a plus lieu de faire mention du délai de comparution, les appels étant interjetés à date fixe.

Les articles 1061 et 1062 doivent être modifiés pour être mis en concordance avec la disposition nouvelle contenue dans l'article 1057 et l'article 1063 doit être abrogé.

L'article 1040 doit être modifié eu égard à l'abrogation de l'article 1063.

Art. 26

L'article 26 de la proposition a pour objet de modifier l'article 1066 du code judiciaire et de déterminer les cas dans lesquels la cause est retenue et plaidée lors de son introduction ou à défaut dans les trois mois de celle-ci.

L'énumération de ces affaires reprend entre autres les cinq premières hypothèses de l'article 1063 actuellement en vigueur. Elle ne la reprend pas en entier, parce que, si le but du nouvel article 1066 est que les affaires simples et urgentes soient jugées rapidement, il faut éviter que les audiences d'introduction soient surchargées.

L'arriéré judiciaire et la surcharge des audiences rendent difficile l'application de la procédure des débats succincts.

Il faut espérer que, la situation s'améliorant, il sera fait une meilleure application de cette procédure. Un effort doit être fait en ce sens, comme il a été indiqué ci-dessus à propos de l'article 735.

L'expression « décision préjudicielle en référé » reprise de l'article 1063, 1^o, doit s'étendre aussi à des décisions dans les procédures introduites « selon les formes du référé », comme en matière de pratiques du commerce.

A l'alinéa 2, il est proposé d'ajouter les mots « sauf accord des procédures ordinaires », comme l'indiquait déjà le Commissaire Royal (Pasin. 1967, Code judiciaire, p. 467).

In de gevallen waarin de wet voorschrijft dat het hoger beroep op een vaste datum moet worden ingeleid, verplicht die regel de eiser bovendien ook zijn akte van hoger beroep met redenen te omkleden; uit de praktijk is evenwel gebleken dat die motivering dikwijls louter formeel is en dat daaruit nog meer vertraging voortvloeit. Derhalve is het wenselijk, enerzijds, in alle gevallen, en dus in hoger beroep net als in eerste aanleg, eenvormig te bepalen dat de zaken op een vaste datum moeten worden ingeleid, en, anderzijds, de appellant niet meer te verplichten de akte van hoger beroep met redenen te omkleden.

De wijziging in die zin van artikel 1057 moet de opheffing van artikel 1063 meebrengen evenals een wijziging van artikel 1066, wat op zijn beurt de wijziging van artikel 1040, derde lid, impliceert.

Artikel 1060 moet worden gewijzigd omdat de termijn van verschijning niet meer dient vermeld te worden aangezien het beroep op vaste datum wordt ingesteld.

De artikelen 1061 en 1062 moeten worden gewijzigd om die teksten in overeenstemming te brengen met de nieuwe bepaling van artikel 1057; artikel 1063 moet worden opgeheven.

Artikel 1040 moet worden gewijzigd als gevolg van de opheffing van artikel 1063.

Art. 26

Artikel 26 van het voorstel heeft tot doel artikel 1066 van het Gerechtelijk Wetboek te wijzigen en de gevallen te bepalen waarin het gerecht de zaak aan zich houdt en erover wordt gepleit bij de inleiding ervan, of anders binnen een termijn van drie maanden.

In de opsomming van bedoelde zaken worden onder andere de eerste vijf gevallen overgenomen van artikel 1063 dat thans van kracht is. Het voorstel neemt niet alles over : aangezien het nieuwe artikel 1066 tot doel heeft de eenvoudige en dringende zaken snel te berechten, mogen de inleidende zittingen niet overbelast worden.

De achterstand bij het gerecht en de overbelasting van de zittingen bemoeilijken de toepassing van de procedure met korte debatten.

Verhoopt mag worden dat die procedure een ruimere toepassing zal vinden wanneer de toestand zal verbeterd zijn. Zoals reeds vermeld in verband met artikel 735 moet een inspanning in die zin worden gedaan.

De uitdrukking « beslissing van de voorzitter in kort geding » overgenomen uit artikel 1063, 1^o, moet ook gelden voor de beslissingen in de procedures welke ingeleid worden « volgens de voorschriften van het kortgeding », zoals dat het geval is inzake handelspraktijken.

Er wordt voorgesteld aan het tweede lid de woorden « tenzij de partijen het eens zijn over de gewone procedures » toe te voegen, zoals de Koninklijke Commissaris reeds had voorgesteld (Pasin. 1967, Gerechtelijk Wetboek, p. 467).

D'autre part, l'énumération serait complétée par un 6° : « en cas de recours contre une décision exécutoire par provision sans caution ni cantonnement ». De tels cas sont peu nombreux et ils justifient une procédure urgente.

A. ANTOINE

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

L'article 730 du Code judiciaire est remplacé par la disposition suivante :

« Article 730. — Lorsque le président du tribunal ou, le cas échéant, le juge président une chambre du tribunal constate que l'instruction d'une affaire révèle un retard anormal et en tout état de cause, si un délai supérieur à trois ans s'est écoulé entre l'introduction et la demande de fixation d'une cause, il fixe d'office la cause devant la chambre compétente en vue de sa radiation du rôle.

En ce cas, le greffier avertit les parties personnellement de la fixation, par pli judiciaire, et leurs avocats, par lettre simple.

Ces convocations reproduisent le texte du présent article et précisent que la fixation intervient en vue d'une radiation éventuelle.

Chaque partie peut, par un écrit déposé au plus tard au moment de l'audience, s'opposer à cette radiation. Dans ce cas, l'affaire est renvoyée au rôle général.

Une cause peut, en outre, être rayée du rôle général avec l'accord de toutes les parties.

Toute cause rayée du rôle général ne peut y être ramenée que par une citation nouvelle, sauf le droit des parties à comparaître volontairement.

La radiation de la cause éteint l'instance. »

Art. 2

L'article 735 du même code est remplacé par la disposition suivante :

« Article 735. — A l'égard de toute partie comparante, les causes qui n'appellent que des débats succincts sont retenues à l'audience d'introduction ou remises pour être plaidées à une date déterminée, pour autant que la demande en ait été exprimée et motivée dans la citation ou que la partie défenderesse le demande.

Voorts wordt de opsomming aangevuld met een 6°, luidend als volgt : « in geval van voorziening tegen een beslissing die uitvoerbaar is bij voorraad, zonder borgtocht of kantonnement ». Dergelijke gevallen zijn zeldzaam en rechtvaardigen een snelle procedure.

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Artikel 730 van het Gerechtelijk Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 730. — Wanneer de voorzitter van de rechtbank of, in voorkomend geval, de rechter die een kamer van de rechtbank voorziet, constateert dat de behandeling van een zaak abnormaal lang aansleept en, in ieder geval, wanneer meer dan drie jaar is verlopen tussen de inleiding en het verzoek tot bepaling van de rechtsdag, bepaalt hij ambtshalve de rechtsdag voor de bevoegde kamer met het oog op de doorhaling van de zaak op de rol.

In dat geval brengt de griffier persoonlijk de rechtsdag ter kennis van de partijen, bij gerechtsbrief, en van hun advocaten, bij gewone brief.

Die oproepingsbrieven nemen de tekst van dit artikel over en preciseren dat de rechtsdagbepaling geschiedt met het oog op een eventuele doorhaling.

Elke partij kan zich tegen die doorhaling verzetten door middel van een geschrift dat uiterlijk op het ogenblik van de zitting wordt neergelegd. In dat geval wordt de zaak naar de algemene rol verwezen.

Bovendien kan een zaak op de algemene rol worden doorgehaald met instemming van alle partijen.

Een zaak die op de algemene rol is doorgehaald kan alleen door een nieuwe dagvaarding weer op de rol worden gebracht, behoudens het recht van de partijen om vrijwillig te verschijnen.

Doorhaling van de zaak doet het geding vervallen. »

Art. 2

Artikel 735 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 735. — Ten aanzien van iedere verschijnende partij worden de zaken waarvoor slechts korte debatten nodig zijn, behandeld op de inleidende zitting of verdaagd om op een bepaalde datum te worden gepleit, voor zover het verzoek daartoe in de dagvaarding is gedaan en gemotiveerd of de verweerende partij zulks vordert.

La procédure en débats succincts peut être envisagée d'office par le tribunal ou à la demande d'une des parties lorsque :

- 1° des termes et délais sont sollicités;
- 2° une demande d'interprétation ou de rectification du jugement est formulée;
- 3° une provision, une mesure provisoire ou conservatoire sont demandées;
- 4° une mesure d'instruction est demandée;
- 5° un déclinatoire de compétence est opposé et le renvoi à un autre juge ou au tribunal d'arrondissement est demandé;
- 6° les parties sollicitent un jugement d'expédient;
- 7° l'irrecevabilité pour cause de forclusion est invoquée.

Dans les causes visées aux alinéa 1^{er} et 2, la procédure en débats succincts peut être rejetée pour des motifs qui touchent au respect des droits de la défense et que le juge mentionne à la feuille d'audience.

Il peut être statué, dans ces causes, même s'il n'est pas déposé de conclusions.

Les autres causes sont renvoyées au rôle particulier ou distribuées à d'autres chambres, comme il est dit à l'article 726.

Les dispositions du présent article ne portent pas préjudice aux règles du défaut. »

Art. 3

Un article 735*bis*, libellé comme suit, est inséré dans le même code :

« Article 735*bis*. — Les causes introduites conformément à l'article 735, alinéa 1 et qui se fondent, en outre, sur un titre sont retenues à l'audience d'introduction ou remises pour être plaidées à une date proche pour autant que soient annexés à la citation, le titre invoqué et le dossier constitué à l'appui de la demande et qu'un délai de citation de 15 jours au moins ait été respecté.

La partie qui entend s'opposer à cette procédure est tenue de comparaître à l'audience conformément à l'article 728 du Code judiciaire et d'y exprimer le ou les moyens précis qu'elle souhaite développer pour contester la demande.

Les moyens sont repris dans des conclusions déposées par le ou les défendeurs à l'appui de la défense.

Dans ce cas, et sous réserve de la possibilité laissée au juge de statuer provisionnellement sur une partie non contestée de la demande, la cause sera renvoyée au rôle particulier pour être instruite.

Le juge pourra toutefois condamner à d'éventuels dommages et intérêts au profit de la partie lésée, la partie dont il apparaîtrait ultérieurement qu'elle a manifestement usé, de façon dilatoire ou avec mauvaise foi, de moyens non fondés, dans le seul but de sous-

De procedure met korte debatten kan ambtshalve door de rechtbank of op vordering van een van de partijen worden overwogen wanneer :

- 1° uitstel wordt gevraagd;
- 2° uitlegging of verbetering van het vonnis wordt gevorderd;
- 3° een beslissing bij voorraad, een voorlopige of bewarende maatregel worden gevraagd;
- 4° een onderzoeksmaatregel wordt gevraagd;
- 5° een exceptie van onbevoegdheid wordt opgeworpen en de verwijzing naar een andere rechter of naar de arrondissementsrechtbank wordt gevorderd;
- 6° de partijen een bemiddelend vonnis vorderen;
- 7° de niet-ontvankelijkheid wegens verval wordt aangevoerd.

In de zaken bedoeld in het eerste en het tweede lid kan de procedure met korte debatten worden verworpen om redenen die met de eerbiediging van de rechten van de verdediging hebben te maken en die de rechter op het zittingsblad vermeldt.

In die zaken kan vonnis worden gewezen, zelfs indien er geen conclusies zijn neergelegd.

De overige zaken worden naar de bijzondere rol verwezen of aan andere kamers toegewezen, zoals bepaald is in artikel 726.

De bepalingen van dit artikel gelden onverminderd de regels inzake verstek. »

Art. 3

In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 735*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 735*bis*. — De zaken die zijn ingeleid overeenkomstig artikel 735, eerste lid, en bovendien op een titel zijn gegrond, worden op de inleidende zitting aangehouden of verdaagd om op een eerstvolgende datum te worden gepleit, voor zover bij de dagvaarding de aangehaalde titel alsmede het dossier dat werd aangelegd ter staving van de vordering worden gevoegd en een termijn van dagvaarding van ten minste 15 dagen in acht is genomen.

De partij die zich tegen die procedure wenst te verzetten, moet ter zitting verschijnen overeenkomstig artikel 728 van het Gerechtelijk Wetboek en er het of de precieze middelen vermelden die zij wenst uiteen te zetten om de vordering te betwisten.

De middelen worden opgenomen in de conclusie die de verweerder(s) heeft (hebben) neergelegd tot staving van de verdediging.

In dat geval en onder voorbehoud van de mogelijkheid die aan de rechter wordt gelaten om voorlopig uitspraak te doen over een niet betwist gedeelte van de vordering, wordt de zaak naar de bijzondere rol verwezen om te worden behandeld.

De rechter kan echter tot eventuele schadevergoeding ten behoeve van de benadeelde partij, die partij veroordelen waarvan later zou blijken dat zij kennelijk, op dilatoire wijze of te kwader trouw, gebruik heeft gemaakt van niet gegronde middelen, uitslui-

traire la demande, ou une partie de celle-ci, au bénéfice de la procédure instaurée en vertu du présent article. »

Art. 4

Un article 739bis est inséré dans le même code :

« Article 739bis. — Les dossiers sont déposés en original ou en copie au greffe huit jours au moins avant l'audience fixée pour les plaidoiries. L'inventaire des pièces déposées est adressé en même temps à la partie adverse ou à son avocat.

Le juge peut rejeter des débats toutes les pièces qui n'auraient pas été déposées dans le délai prescrit et qui ne seraient pas nouvelles ».

Art. 5

L'article 742 du même code est complété par ce qui suit :

« Lors d'une demande de fixation introduite en application de l'article 750 du Code judiciaire, le dépôt des conclusions doit intervenir au plus tard lors du dépôt de la demande de fixation.

En cas de fixation contradictoire en vertu de ce même article 750, le juge peut rejeter des débats, par décision motivée, toutes les conclusions nouvelles ou additionnelles qui ne seraient pas justifiées par un fait nouveau et important. »

Art. 6

L'article 747 du même code est remplacé par la disposition suivante :

« Article 747. — Lorsque les parties peuvent prendre à la barre des conclusions nouvelles, elles sont tenues de les remettre au juge qui les vise.

Il est fait mention de ce dépôt à la feuille d'audience. »

Art. 7

L'article 750 du même code est remplacé par la disposition suivante :

« Article 750. — La partie la plus diligente demande la fixation.

La demande est adressée au juge président de la chambre à laquelle l'affaire a été distribuée; elle est déposée au greffe.

La fixation est accordée par le juge président de la chambre sous le contrôle du président de la juridiction

tend met het doel de vordering of een gedeelte daarvan te onttrekken aan de procedure die krachtens dit artikel is ingesteld. »

Art. 4

In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 739bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 739bis. — Het origineel of een afschrift van de dossiers wordt ten minste acht dagen vóór de zitting die voor de pleidooien is vastgesteld ter griffie neergelegd. De inventaris van de neergelegde stukken wordt tegelijkertijd toegezonden aan de tegenpartij of haar advocaat.

De rechter kan alle stukken die niet binnen de voorgeschreven termijn zijn neergelegd en die niet nieuw zijn, buiten het geding houden. »

Art. 5

Artikel 742 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met wat volgt :

« Indien met toepassing van artikel 750 van het Gerechtelijk Wetboek een verzoek wordt ingediend tot bepaling van de rechtsdag, moeten de conclusies worden neergelegd uiterlijk op het ogenblik van de neerlegging van het verzoek tot bepaling van de rechtsdag.

Indien de rechtsdag op grond van datzelfde artikel 750 op tegenspraak wordt bepaald, kan de rechter, bij een met redenen omklede beslissing, alle nieuwe of aanvullende conclusies die niet door een nieuw en belangrijk feit gerechtvaardigd worden, buiten het geding houden. »

Art. 6

Artikel 747 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 747. — Wanneer de partijen ter zitting nieuwe conclusies mogen nemen, moeten zij die overhandigen aan de rechter, die ze voor gezien tekent.

Daarvan wordt melding gemaakt op het zittingsblad ».

Art. 7

Artikel 750 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 750. — De meest gereede partij verzoekt de rechtsdag te bepalen.

Het verzoek wordt gericht aan de voorzitter van de kamer waaraan de zaak is toegewezen; het wordt ter griffie neergelegd.

De rechtsdag wordt toegewezen door de voorzitter van de kamer, onder het toezicht van de voorzitter van

et pour autant que les conclusions des parties aient été déposées conformément à l'article 742.

Le greffier instruit les parties et leurs avocats de la fixation par lettre simple.

Il avertit, sous pli judiciaire, la partie qui n'a pas d'avocat. »

Art. 8

L'article 751 du même code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 751. — La partie la plus diligente peut, à l'égard de la partie qui, lors de l'introduction ou à une audience ultérieure, est défaillante, ou qui n'a pas conclu dans le délai fixé, requérir un jugement réputé contradictoire, aux conditions suivantes :

1° la partie défaillante ou en défaut d'avoir conclu sera avertie des lieu, jour et heure de l'audience où le jugement sera requis. Il sera mentionné que le jugement même si la partie ne comparaît pas, aura un caractère contradictoire.

L'avertissement sera donné par le greffier sous pli judiciaire; le greffier avertit aussi et par simple avis, l'avocat de la partie.

2° à l'égard de la partie qui a comparu à l'audience d'introduction ou à une audience ultérieure, cet avertissement ne pourra être donné, à peine de nullité, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à partir de la communication des pièces, délai éventuellement modifié conformément à l'article 748, alinéa 4.

3° la partie à laquelle l'avertissement est donné dispose d'un délai d'un mois à partir de l'envoi du pli judiciaire pour déposer ses conclusions au greffe. Ce délai est prescrit à peine de déchéance.

Néanmoins, si ce délai expire pendant les vacances judiciaires, il est prorogé jusqu'au quinzième jour de l'année judiciaire nouvelle.

L'audience visée à l'alinéa 1^{er}, 1°, est fixée quinze jours au plus tôt et un mois au plus tard après l'expiration du délai d'un mois prévu à l'alinéa 1^{er}, 3°.

Au plus tard cinq jours avant la date prévue pour l'audience, la partie qui a requis l'application de la présente disposition peut demander le renvoi de la cause au rôle. Dans le cas contraire, la cause est retenue à l'audience fixée ou, en cas d'encombrement du rôle, est remise pour être brièvement plaidée à une date rapprochée.

La partie contre laquelle la présente disposition a été mise en œuvre pourra également demander le renvoi de l'affaire au rôle ou sa remise à une date rapprochée si la partie qui a requis la présente disposition dépose des conclusions avant le jour fixé.

En cas de remise de la cause, celle-ci a lieu sous le bénéfice de l'application de la présente disposition.

het gerecht en voor zover de conclusies van de partijen overeenkomstig artikel 742 zijn neergelegd.

De griffier brengt de rechtsdag bij gewone brief ter kennis van de partijen en hun advocaten.

Heeft een partij geen advocaat, dan zendt de griffier haar bericht bij gerechtsbrief. »

Art. 8

Artikel 751 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 751. — Ten aanzien van de partij die bij de inleiding of op een latere zitting niet verschenen is of die binnen de vastgestelde termijn geen conclusie heeft genomen, kan de meest gereede partij onder de volgende voorwaarden een vonnis vorderen, dat geacht wordt op tegenspraak te zijn gewezen :

1° de partij die niet verschenen is of geen conclusie heeft genomen, wordt verwittigd van de dag, het uur en de plaats van de zitting waarop het vonnis zal worden gevorderd. Er moet worden vermeld dat het vonnis, zelfs indien de partij niet verschijnt, tegenprekelijk zal zijn.

De verwittiging geschiedt door de griffier bij gerechtsbrief; de griffier verwittigt ook de advocaat van de partij bij enkele kennisgeving.

2° ten aanzien van de partij die is verschenen op de inleidende zitting of op een latere zitting, kan die verwittiging, op straffe van nietigheid, eerst worden gegeven na het verstrijken van een termijn van een maand na de mededeling van de stukken; die termijn kan eventueel gewijzigd worden overeenkomstig artikel 748, vierde lid.

3° de partij aan wie de verwittiging is gegeven, beschikt over een termijn van een maand te rekenen van de verzending van de gerechtsbrief om haar conclusie ter griffie neer te leggen. Die termijn is voorgeschreven op straffe van verval.

Indien die termijn verstrijkt gedurende de gerechtelijke vakantie, wordt hij evenwel verlengd tot de vijftiende dag van het nieuwe gerechtelijk jaar.

De in het eerste lid, 1°, bedoelde zitting wordt vastgesteld ten vroegste vijftien dagen en uiterlijk een maand na het verstrijken van de in het eerste lid, 3°, bepaalde termijn van een maand.

Uiterlijk vijf dagen vóór de vastgestelde zittingsdatum, kan de partij die de toepassing van deze bepaling heeft gevorderd, vragen dat de zaak naar de rol wordt verwezen. Indien dat niet het geval is, wordt de zaak behandeld op de vastgestelde zitting of ze wordt, indien de rol overbelast is, verdaagd om op een nabijzijnde datum bondig te worden gepleit.

Indien de partij die een beroep heeft gedaan op deze bepaling haar conclusies neerlegt vóór de vastgestelde dag, kan de partij tegen wie de bepaling is aangewend, ook vragen dat de zaak naar de rol wordt verwezen of dat ze wordt verdaagd tot een nabijzijnde datum.

Indien de zaak wordt verdaagd, gebeurt zulks met toepassing van deze bepaling.

Faute de conclusions déposées au greffe dans le délai prévu à l'alinéa 1^{er}, 3^o, la partie ne pourra plus ni conclure ni comparaître. »

Art. 9

L'article 752 du même code est abrogé.

Art. 10

L'article 753 du même code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 753. — En cas d'indivisibilité du litige, lorsqu'une ou plusieurs parties font défaut, tandis qu'une partie au moins comparait, les parties défaillantes doivent, à la requête de la partie la plus diligente, être averties, conformément à l'article 751, alinéa 1^{er}, 1^o, de la date d'audience à laquelle l'affaire est fixée. Les parties qui ont comparu sont, à la requête de l'une d'elles, convoquées par le greffier, sous pli judiciaire.

L'avertissement et la convocation reproduiront le texte du présent article.

A défaut d'accomplissement de ces formalités, la demande ne peut, en cet état, être admise.

L'article 751 est applicable.

Le jugement est réputé contradictoire à l'égard de toutes les parties. »

Art. 11

L'article 755 du même code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 755. — Les parties ou leurs avocats peuvent décider de recourir à la procédure écrite. En ce cas, ils déposent au greffe leurs dossiers et conclusions préalablement communiqués, enliassés et inventoriés. Il leur en est donné récépissé à la date du dépôt.

Les dossiers et conclusions sont transmis au président de la juridiction ou au juge président de la chambre à laquelle l'affaire a été distribuée.

Le juge peut demander des explications orales sur les points qu'il précise. A cette fin, il fixe une date qui est notifiée sous pli judiciaire, par le greffier, aux parties et à leurs avocats.

Les délais prévus à l'article 770 courent, selon le cas, à partir de la date du dépôt du dossier, de la date à laquelle les explications orales demandées par le juge ont été fournies ou de la date où l'avis du ministère public a été donné.

Après le dépôt visé à l'alinéa 1^{er}, il ne peut être déposé aucune pièce, note ou conclusion. Celles-ci seront rejetées des débats ou du délibéré.

Indien de partij haar conclusies niet binnen de in het eerste lid, 3^o, bepaalde termijn ter griffie neerlegt, kan zij geen conclusie meer nemen noch verschijnen. »

Art. 9

Artikel 752 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 10

Artikel 753 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 753. — Wanneer één of meer partijen in een onsplitsbaar geschil verstek laten gaan, maar er ten minste één verschijnt, moeten de niet verschenen partijen op verzoek van de meest gereede partij overeenkomstig artikel 751, eerste lid, 1^o, verwittigd worden van de zittingsdag die voor de zaak is vastgesteld. De verschenen partijen worden, op verzoek van een onder hen, door de griffier opgeroepen bij gerechtsbrief.

De verwittiging en de oproeping bevatten de tekst van dit artikel.

Zijn deze formaliteiten niet vervuld, dan mag de vordering in deze stand van de zaak niet toegelaten worden.

Artikel 751 is van overeenkomstige toepassing.

Het vonnis wordt ten aanzien van alle partijen geacht op tegenspraak te zijn gewezen. »

Art. 11

Artikel 755 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 755. — De partijen of hun advocaten kunnen beslissen de zaak schriftelijk te laten behandelen. In dat geval dienen zij hun vooraf overgelegde, gebundelde en op een inventaris ingeschreven dossiers en conclusies ter griffie neer te leggen. Daarvan wordt hun een op de datum van de neerlegging gedagtekend ontvangstbewijs overhandigd.

De dossiers en conclusies worden overgezonden aan de voorzitter van de rechtbank of aan de rechtervoorzitter van de kamer waaraan de zaak werd toegewezen.

De rechter kan over welbepaalde punten mondeling opheldering vragen. Te dien einde bepaalt hij een datum waarvan door de griffier bij gerechtsbrief aan de partijen en hun advocaten kennis wordt gegeven.

De in artikel 770 voorgeschreven termijnen gaan, al naar het geval, in vanaf de datum van de neerlegging van het dossier, vanaf de datum waarop de door de rechter gevraagde mondelinge opheldering verstrekt werd of vanaf de datum waarop het advies van het openbaar ministerie gegeven werd.

Na de in het eerste lid bedoelde neerlegging mogen geen stukken, nota's of conclusies meer worden neergelegd. In voorkomend geval worden zij buiten de debatten of het beraad gehouden.

Le greffier avertit les avocats ou les parties, si elles n'ont pas d'avocats, de la date du prononcé. »

Art. 12

L'article 756 du même code est abrogé.

Art. 13

L'article 757 du même code est complété par ce qui suit :

« Avant de donner la parole aux parties, le juge ou un membre de la chambre présente un rapport succinct sur les faits de la cause et les moyens invoqués. Il indique éventuellement aux parties les points qui lui semblent appeler spécialement des explications verbales. »

Art. 14

L'article 764 du même code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 764. — Sauf devant le juge de paix, les présidents du tribunal du travail ou du tribunal de Commerce siégeant en référé ainsi que le juge des saisies, sont, à peine de nullité, communiqués au ministère public :

1. les demandes relatives à l'état des personnes;
2. les demandes relatives à l'envoi en possession des biens d'un absent, à la tutelle d'un mineur ou d'un interdit, à l'administration des biens d'une personne atteinte d'aliénation mentale et colloquée dans un établissement d'aliénés ou séquestrée à domicile;
3. les demandes relatives aux actes de l'état civil;
4. les demandes en matière civile, mues en raison d'un délit de presse;
5. les demandes d'inscription en faux civil;
6. les demandes en requête civile;
7. les demandes de récusation;
8. les demandes en désaveu;
9. les demandes en déclaration de faillite, les procédures en déclaration de faillite d'office, les demandes d'homologation et de révocation de concordat;
10. les demandes d'assistance judiciaire;
11. les demandes prévues aux articles 580, 581, 582, 1° et 2°, et 583;
12. ainsi que toutes celles dont la communication au ministère public est prévue par les lois spéciales.

De griffier verwittigt de advocaten of de partijen, indien zij geen advocaat hebben, van de datum van de uitspraak. »

Art. 12

Artikel 756 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 13

Artikel 757 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met wat volgt :

« Alvorens het woord te geven aan de partijen, brengt de rechter of een lid van de kamer bondig verslag uit over de zaak en de ingeroepen middelen. Hij wijst de partijen eventueel de punten aan die, naar het hem voorkomt, een bijzondere mondelinge opheldering vergen. »

Art. 14

Artikel 764 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 764. — Uitgezonderd voor de vrederechter, voor de voorzitters van de arbeidsrechtbank of van de rechtbank van koophandel die in kort geding zitting houden, alsmede voor de beslagrechter, worden op straffe van nietigheid aan het openbaar ministerie meegedeeld :

1. de vorderingen betreffende de staat van personen;
2. de vorderingen betreffende de inbezitstelling van goederen van een afwezige, de voogdij over een minderjarige of een onbekwaamverklaarde, het beheer over de goederen van een krankzinnige die in een krankzinnigengesticht is geplaatst of ten huize afgezonderd;
3. de vorderingen betreffende de akten van de burgerlijke stand;
4. de vorderingen die burgerrechtelijk ingesteld zijn wegens een drukpersmisdrijf;
5. de vorderingen tot betichting van valsheid in burgerlijke zaken;
6. de vorderingen tot herroeping van het gewijsde;
7. de vorderingen tot wraking;
8. de vorderingen tot ontkenenis;
9. de vorderingen tot faillietverklaring, de procedure betreffende ambtshalve faillietverklaringen, de vorderingen tot homologatie en herroeping van een akkoord;
10. de vorderingen inzake rechtsbijstand;
11. de vorderingen waarin voorzien is bij de artikelen 580, 581, 582, 1° en 2°, en 583;
12. alsmede alle vorderingen waarvan de mededeling aan het openbaar ministerie is voorgeschreven bij de bijzondere wetten.

Le ministère public reçoit communication de toutes les autres causes et y siège lorsqu'il le juge convenable; le tribunal ou la cour peut aussi l'ordonner d'office. »

Art. 15

L'article 767, premier alinéa, du même code est remplacé par ce qui suit :

« Le Ministère public donne son avis dans les quinze jours après que la cause lui a été communiquée, soit aux jour et heure indiqués lors de la clôture des débats et relatés à la feuille d'audience, soit, si le juge le prévoit, par le dépôt de l'avis au greffe. »

Art. 16

L'article 769 du même code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 769. — Après les plaidoiries et, s'il y a lieu, les répliques, le juge prononce la clôture des débats.

Il la prononce aussi après que le greffe lui a transmis les dossiers déposés conformément à l'article 755 ou après que les explications orales qu'il a demandées lui ont été fournies.

Cette décision actée à la feuille d'audience n'est susceptible ni d'opposition ni d'appel.

Le juge peut autoriser les parties ou leurs avocats à déposer au greffe après les débats, des pièces complémentaires aux dossiers déposés, en vertu de l'article 739bis, dans le délai qu'il détermine. Dans ce cas, la clôture des débats a lieu, de plein droit, à l'expiration de ce délai. »

Art. 17

L'article 770 du même code est complété par ce qui suit :

« Le juge qui prolonge son délibéré au-delà de trois mois, en avise, le cas échéant à l'intervention du président de la juridiction, selon le cas, le premier président de la cour d'appel ou de la cour du travail.

Sauf en ce qui concerne le jugement de l'action publique, le juge ne doit prononcer que le dispositif du jugement, à moins que les parties ou leurs avocats demandent la lecture des motifs. »

Art. 18

L'article 804 du même code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 804. — Si à l'audience à laquelle la cause a été fixée ou remise, l'une des parties ne comparait pas, jugement par défaut peut être requis contre elle.

Het openbaar ministerie krijgt mededeling van alle andere zaken en neemt daarin zitting wanneer hij het dienstig acht; de rechtbank of het hof kan de mededeling ook ambtshalve bevelen. »

Art. 15

Artikel 767, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, wordt vervangen door wat volgt :

« Binnen vijftien dagen nadat de zaak hem is meegedeeld, geeft het openbaar ministerie zijn advies, hetzij op de dag en het uur bij het sluiten van de debatten aangegeven en op het zittingsblad vermeld, hetzij indien de rechter het bepaalt, door de neerlegging van het advies ter griffie. »

Art. 16

Artikel 769 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 769. — Na de pleidooien en, in voorkomend geval, na de wederantwoorden beveelt de rechter de sluiting van de debatten.

Hij beveelt die ook nadat de griffie hem de overeenkomstig artikel 755 neergelegde bundels overgezonden heeft of nadat de door hem gevraagde mondelinge ophelderingen verstrekt werden.

Tegen deze beslissing die aangetekend wordt op het zittingsblad, staat geen verzet of hoger beroep open.

De rechter kan de partijen of hun advocaten toestaan om na de debatten overeenkomstig artikel 739bis stukken ter aanvulling van de neergelegde bundels binnen de door hem bepaalde termijn ter griffie neer te leggen. In dat geval zijn de debatten van rechtswege gesloten bij het verstrijken van die termijn. »

Art. 17

Artikel 770 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met wat volgt :

« De rechter die een zaak langer dan drie maanden in beraad houdt, verwittigt daarvan, in voorkomend geval door bemiddeling van de voorzitter van de rechtbank, al naar het geval, de eerste voorzitter van het hof van beroep of van het arbeidshof.

Behoudens wat het vonnis over de strafvordering betreft, moet de rechter slechts het beschikkend gedeelte van het vonnis uitspreken tenzij de partijen of hun advocaten om de lezing van de gronden verzoeken. »

Art. 18

Artikel 804 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 804. — Indien een van de partijen niet verschijnt op de zitting waarop de zaak is bepaald of verdaagd, kan tegen haar vonnis bij verstek worden gevorderd.

Toutefois, si une des parties s'est comparu conformément aux articles 728 ou 729 et a déposé au greffe ou à l'audience des conclusions, la procédure est à son égard contradictoire ».

Art. 19

L'article 1040, alinéa 3 du même code, est remplacé par ce qui suit :

« L'appel est jugé conformément à l'article 1066 ».

Art. 20

L'article 1047, alinéa 4 du même code, est remplacé par ce qui suit :

« L'acte d'opposition contient, à peine de nullité, les moyens de l'opposant et les motifs de son absence à l'audience à laquelle défaut a été donné, contre lui ».

Art. 21

L'article 1057, alinéa 1^{er}, 7^o du même code est remplacé par ce qui suit :

« 7^o L'indication des lieu, jour et heure de la comparution, à moins que l'appel n'ait été formé par lettre recommandée, auquel cas les parties sont convoquées, par le greffier, à comparaître à l'audience fixée par le juge.

Le cas échéant l'acte d'appel contient aussi l'indication du nom de l'avocat de l'appelant ».

Art. 22

L'article 1060 du même code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 1060. – L'acte d'appel est de nul effet si l'appelant n'a pas fait inscrire la cause au rôle avant la date de la comparution indiquée dans l'acte ».

Art. 23

L'article 1061 du même code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 1061. – La déclaration de comparution de l'intimé a lieu à l'audience, sans préjudice de l'application de l'article 729 ».

Art. 24

L'article 1062 du même code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 1062. – Le délai ordinaire de comparution en appel pour ceux qui ont leur domicile ou leur résidence en Belgique, est de quinze jours.

Evenwel, indien een van de partijen is verschenen overeenkomstig artikel 728 of 729 en ter griffie of ter zitting conclusies heeft neergelegd, is de procedure wat haar betreft tegensprekelijk ».

Art. 19

Artikel 1040, derde lid, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt :

« Op het hoger beroep wordt uitspraak gedaan overeenkomstig artikel 1066 ».

Art. 20

Artikel 1047, vierde lid, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt :

« De akte van verzet bevat, op straffe van nietigheid, de middelen van de eiser in verzet en de redenen van zijn afwezigheid ter zitting waarop tegen hem verstek werd verleend ».

Art. 21

Artikel 1057, eerste lid, 7^o, van hetzelfde Wetboek, wordt vervangen door wat volgt :

« 7^o de plaats, de dagen het uur van de verschijning, tenzij het hoger beroep bij aangetekende brief is ingesteld; in dat geval worden de partijen door de griffier opgeroepen om te verschijnen op de zitting die de rechter bepaalt.

De akte vermeldt eventueel ook de naam van de advocaat van de eiser in hoger beroep ».

Art. 22

Artikel 1060 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 1060. – De akte van hoger beroep heeft geen gevolg, indien de eiser de zaak niet op de rol heeft laten inschrijven vóór de datum van verschijning in de akte vermeld ».

Art. 23

Artikel 1061 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 1061. – De verklaring van verschijning van de gedaagde geschiedt op de zitting, onverminderd de toepassing van artikel 729 ».

Art. 24

Artikel 1062 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 1062. – De gewone termijn van verschijning in hoger beroep voor hen die hun woonplaats of verblijfplaats hebben in België, is vijftien dagen.

Il en est de même :

1. lorsque l'acte d'appel est signifié ou notifié en Belgique au domicile élu;

2. lorsque la personne à qui l'acte d'appel est notifié ou à qui cet acte doit être signifié, n'a ni domicile ni résidence connus, soit en Belgique, soit à l'étranger;

3. lorsque l'acte destiné à une personne qui n'a ni domicile ni résidence en Belgique, est signifié à sa personne en Belgique.

Dans les autres cas, le délai est augmenté ainsi qu'il est dit à l'article 55 ».

Art. 25

L'article 1063 du même code est abrogé.

Art. 26

L'article 1066 du même code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 1066. – Les causes qui n'appellent que les débats succincts sont retenues et plaidées lors de leur introduction, sinon dans les trois mois au plus et, s'il échet, à une audience de relevé.

Il en est de même sauf accord des parties sur les procédures ordinaires.

1. en cas de recours contre toute décision présidentielle en référé ou sur requête;

2. lorsque la décision entreprise contient un avant dire droit ou une mesure provisoire;

3. lorsqu'elle accorde ou refuse un délai de grâce;

4. en toutes matières concernant les saisies conservatoires et les voies d'exécution;

5. en matière de faillite, lorsque le jugement statue sur la déclaration de la faillite ou la date de la cessation des paiements et en matière de concordat;

6. en cas de recours contre une décision exécutoire par provision sans caution, ni cantonnement ».

23 février 1989.

A. ANTOINE

Hetzelfde geldt :

1. wanneer de akte van hoger beroep in België aan de gekozen woonplaats wordt betekend of ter kennis gebracht;

2. wanneer de persoon aan wie van de akte van hoger beroep kennis wordt gegeven of aan wie de akte moet worden betekend, geen bekende woon- of verblijfplaats heeft in België of in het buitenland;

3. wanneer de akte bestemd voor een persoon die in België geen woon- of verblijfplaats heeft, wordt betekend aan die persoon in België.

In de andere gevallen wordt de termijn verlengd zoals bepaald is in artikel 55 ».

Art. 25

Artikel 1063 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 26

Artikel 1066 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 1066. – Zijn voor een zaak slechts korte debatten nodig, dan houdt het gerecht de zaak aan zich en er wordt over gepleit bij de inleiding ervan, of anders binnen ten hoogste drie maanden en, indien daartoe grond bestaat, op een namiddagzitting.

Hetzelfde geldt, tenzij de partijen het eens zijn over de gewone procedures :

1. in geval van voorziening tegen iedere beslissing van de voorzitter in kort geding of op verzoekschrift;

2. wanneer de bestreden beslissing een beslissing alvorens recht te doen of een voorlopige maatregel inhoudt;

3. wanneer de beslissing een uitstel van betaling toelaat of weigert;

4. in alle zaken betreffende bewarende beslagen of middelen tot tenuitvoerlegging;

5. inzake faillissement, wanneer het vonnis uitspraak doet over de faillietverklaring of over de datum van ophouding van betaling, alsmede inzake akkoord;

6. in geval van voorziening tegen een beslissing die uitvoerbaar is bij voorraad, zonder borgtocht of kantonnement ».

23 februari 1989.